



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 19 du 18 mai 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 mai 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	650
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	650
CABINET.....	650
Bureau du cabinet.....	650
Arrêté du 4 mai 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à Mme Sabine VALANCE, lieutenant des sapeurs-pompiers professionnels.....	650
Service interministériel de défense et de protection civile.....	650
Arrêté n° 2012/88/SIDPC du 15 mars 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme.....	650
Arrêté n° 2012/104/SIDPC du 7 mai 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme.....	650
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	651
Bureau de la citoyenneté.....	651
Elections législatives des 10 et 17 juin 2012 – Arrêté du 10 mai 2012 fixant les tarifs maxima admis au remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux.....	651
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	651
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	651
Arrêté inter-préfectoral du 16 avril 2012 (Meurthe-et-Moselle / Vosges) modifiant la composition, modifiant les statuts et actualisant la répartition des délégués du syndicat mixte de gestion du SCOT sud Meurthe-et-Moselle.....	651
Arrêté du 19 avril 2012 transférant l'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun à la communauté de communes du bassin de Pompey.....	652
Bureau des procédures environnementales.....	653
Autorisation d'exécution du 3 mai 2012 - Poste 63/20 kV de Tucquegnieux.....	653
Arrêté n° 54-2012-00031 du 3 mai 2012 autorisant à titre temporaire Voies Navigables de France à entreprendre les travaux de maintenance 2012 pour les barrages de Pont-à-Mousson de Pompey-Frouard et du Liégeot.....	653
Arrêté du 4 mai 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC de La Harange 2 sur le territoire de la commune de Rehon.....	656
Arrêté du 10 mai 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance et prescrivant des mesures complémentaires.....	658
Arrêté complémentaire n° 2009/139 du 11 mai 2012 concernant la société B. BRAUN MEDICAL à Ludres.....	658
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	660
Bureau de l'interministérialité.....	660
Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-51 entre l'administration chargée du domaine et la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy en date du 3 mai 2012.....	660
Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 16 février 2012.....	660
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	660
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	660
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	660
Etablissements de santé.....	660
Arrêté ARS/DT 54 N° 0387/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale de NANCY pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	660
Arrêté ARS/DT 54 N° 0388/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	661
Arrêté ARS/DT 54 N° 0390/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	661
Arrêté ARS/DT 54 N° 0391/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	662
Arrêté ARS/DT 54 N° 0392/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	662
Arrêté ARS/DT 54 N° 0393/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	663
Arrêté ARS/DT 54 N° 0394/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	663
Arrêté ARS/DT 54 N° 0395/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joef pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	664
Arrêté ARS/DT 54 N° 0396/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A. Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	664
Arrêté ARS/DT 54 N° 0397/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	665
Arrêté ARS/DT 54 N° 0398/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	665
Arrêté ARS/DT 54 N° 0399/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	666
Arrêté ARS/DT 54 N° 0400/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 014 312.....	666
Arrêté ARS/DT 54 N° 0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585.....	667
Arrêté ARS/DT 54 N° 0402/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire les Rives du Château à Blâmont pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726.....	667
Arrêté ARS/DT 54 N° 0403/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858.....	668
Arrêté ARS/DT 54 N° 0404/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973.....	668
Arrêté ARS/DT 54 N° 0405/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pompey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	669
Arrêté ARS/DT 54 N° 0406/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701.....	669
Arrêté ARS/DT 54 N° 0407/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	669
Arrêté N° 0408 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Jeanne d'Arc - N° FINESS : 540000361.....	670
Arrêté N° 0410 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur - N° FINESS : 540000478.....	670
Arrêté N° 0411 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540000486.....	671
Arrêté N° 0412 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle - N° FINESS : 540013224.....	671

Arrêté ARS/DT 54 N° 424/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 080 - N° FINESS USLD : 54 0006 780.....	672
Arrêté ARS/DT 54 N° 425/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS USLD : 54 0006 665.....	672
Arrêté ARS/DT 54 N° 426/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS USLD : 54 0012 747.....	673
Arrêté ARS/DT 54 N° 427/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS USLD : 54 0008 364.....	673
Arrêté ARS/DT 54 N° 428/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS USLD : 54 0009 586.....	673
Arrêté ARS/DT 54 N° 429/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS USLD : 54 0008 737.....	674
Arrêté ARS/DT 54 N° 430/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS USLD : 54 0009 578.....	674
Arrêté ARS/DT 54 N° 431/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0002 078 - N° FINESS USLD : 54 0006 459.....	675
Arrêté N° 0465 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Saint-André à Vandœuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 452.....	675
Arrêté N° 0466 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445.....	676
Arrêté N° 0481 du 11 mai 2012 portant fixation du forfait annuel 2012 relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences pour la Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540 000 486.....	676
VSSSE.....	676
Extrait de l'arrêté N°190/2012/ARS/DT54 du 27 avril 2012 abrogeant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1979 portant création des périmètres de protection du puits de Tonnoy et création des servitudes qui y sont attachées.....	676
SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE.....	677
Etablissements de santé.....	677
Arrêté n° 2012-413 en date du 2 mai 2012 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin.....	677
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	678
Arrêté du 3 mai 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541).....	678
DIRECTION.....	680
Arrêté n° 20/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	680
Arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine.....	681
Arrêté n° 29/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	682
Arrêté n° 30/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine.....	683
Arrêté n° 31/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine.....	684
Arrêté n° 33/2012 du 10 mai 2012 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail.....	685
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	687
Décision du 30 avril 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Briey au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	687
Décision du 30 avril 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Gye au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	688
Décision du 10 mai 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Nancy au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	688
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	688
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	688
Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-62 du 3 mai 2012 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées (chiroptères).....	688
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	690
Arrêté du 7 mai 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle.....	690
Arrêté du 9 mai 2012 portant délégation de signature.....	690
Arrêté du 9 mai 2012 portant délégation de signature.....	690
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	690
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	691
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	691
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	691
Arrêté du 16 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	692
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	692
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	692
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/208 du 20 avril 2012 portant dissolution de l'association foncière de Griscourt.....	692
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/243 du 27 avril 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Mehoncourt.....	693
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/244 du 27 avril 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Nonhigny.....	693
Arrêté n° 266 du 2 mai 2012 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage de source lumineuse du 1er mai au 31 mai.....	694
Unité forêt chasse.....	694
Arrêté n° 264 du 7 mai 2012 relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale - Campagne 2012.....	694
Arrêté n° 267 du 27 avril 2012 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2012/2013.....	696
Arrêté n° 268 du 9 mai 2012 autorisant les lieutenants de louveterie à organiser des tirs de sangliers avec des sources lumineuses à compter du 9 mai jusqu'au 31 mai 2012.....	696
AUTRES SERVICES.....	697
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANCY.....	697
Décision administrative du 16 décembre 2011 portant délégation de signature du Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy.....	697
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	697
DIRECTION GENERALE.....	697
Délégation de signature du 19 avril 2012.....	697
Délégation de signature du 3 mai 2012.....	698
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	699
AUTRES SERVICES.....	699
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	699
RESSOURCES HUMAINES.....	699
Avis de concours externe sur titres de technicien supérieur hospitalier du 13 avril 2012.....	699

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 4 mai 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à Mme Sabine VALANCE, lieutenant des sapeurs-pompiers professionnels**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n° 70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental de sapeurs-pompiers ;

ARRETE

Article 1er : la médaille d'or à titre posthume pour actes de courage et de dévouement est décernée à

- Mme Sabine VALANCE, lieutenant des sapeurs-pompiers professionnels, adjoint au chef du centre de secours de Neuves-Maisons.

Le 30 avril 2012, le lieutenant Sabine VALANCE, accompagné d'un binôme, est engagé en reconnaissance sur le site industriel Seveal à Ludres, classé SEVESO, seuil haut, stockant d'importants tonnages de produits chimiques et toxiques. C'est au cours de cette reconnaissance rendue difficile par l'effet de la mousse sur les appareils respiratoires isolants que le contact entre le binôme et l'officier est perdu. Mme VALANCE est retrouvée inanimée au sol en arrêt cardio-respiratoire. Elle succombera à ses blessures le 3 mai 2012.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental de sapeurs-pompiers et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 4 mai 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté n° 2012/88/SIDPC du 15 mars 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation (modifié) ;

VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1979 fixant les nouvelles modalités de délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;

VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'immigration, n° BFTE/FT 979 du 25 octobre 2011 fixant les nouvelles modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et ses annexes 1 et 2 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le jury du BNSSA, qui se déroulera le Jeudi 26 avril 2012, sera composé ainsi qu'il suit :

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative au SIDPC, Présidente ;

- M. Jean-François GROSSE, CRS, titulaire du P.A.E. 1 ;

- M. Anthony SONGEUR, CRS, titulaire du P.A.E. 1 ;

- M. Philippe GOETZ, Direction départementale de la Cohésion Sociale, service Jeunesse et sports.

Article 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 2012/104/SIDPC du 7 mai 2012 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation (modifié) ;

VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1979 fixant les nouvelles modalités de délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;

VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'immigration, n° BFTE/FT 979 du 25 octobre 2011 fixant les nouvelles modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et ses annexes 1 et 2 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le jury du BNSSA, qui se déroulera le Lundi 21 mai 2012 à NANCY, sera composé ainsi qu'il suit :

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative au SIDPC, Présidente ;

- M. Philippe GOETZ, Direction Départementale Cohésion Sociale ;

- M. Philippe LEGRAND, directeur adjoint de la SNSM Lorraine, titulaire de la PAE 1 ;

- M. Serge ZANARDO, Président de la FNMNS.

Article 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

*Bureau de la citoyenneté***Elections législatives des 10 et 17 juin 2012 – Arrêté du 10 mai 2012 fixant les tarifs maxima admis au remboursement des frais d'impression et d'affichage des documents électoraux**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code électoral et notamment ses articles L 216, L 217, R 27 à R30 et R. 39 ;

VU le décret n° 2012-558 du 25 avril 2012 portant convocation des collèges électoraux pour les élections législatives ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Pour donner droit à remboursement, les circulaires et les bulletins de vote des candidats aux élections législatives de 10 et 17 juin 2012 sont imprimés sur du papier de qualité écologique qui remplit l'une des deux conditions suivantes :

- papier contenant au moins 50% de fibres recyclées au sens de la norme ISO 14021 ou équivalent ;
- papier bénéficiant d'une certification de gestion durable des forêts délivrée par les systèmes FSC, PEFC ou équivalent.

Article 2 : Les candidats aux élections législatives de 10 et 17 juin 2012 qui obtiendront au moins 5% des suffrages exprimés seront remboursés de leurs frais de propagande électorale aux conditions et tarifs maxima hors taxes fixés comme suit :

1 – Circulaires :

Les déclarations sont imprimées sur papier blanc ou de couleur dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré. La combinaison des trois couleurs (bleu, blanc et rouge), à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique, est interdite.

Le format est de 210 x 297 mm.

Les circulaires devront être livrées à la commission de propagande sous forme désencartée.

Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression de ces documents sont fixés comme suit :

- recto : 18,00 € HT le mille
- recto-verso : 22,04 € HT le mille

2 – Bulletins de vote :

Les bulletins de vote sont imprimés en une seule couleur (caractères, illustrations, emblème éventuel, etc.) et exclusivement sur papier blanc dont le grammage est compris entre 60 et 80 grammes au mètre carré.

Le format est de 105 x 148 mm.

Le tarif maximal de remboursement des frais d'impression des bulletins de vote est fixé à 10,64 € HT le mille

3 – Affiches :

Les affiches imprimées sur papier blanc sont interdites (sauf lorsqu'elles sont recouvertes de caractères ou d'illustrations de couleur) de même que celles comprenant une combinaison des couleurs bleu, blanc et rouge, à l'exception de la reproduction de l'emblème d'un parti ou groupement politique.

- Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des grandes affiches (largeur maximale de 594 mm et hauteur maximale de 841 mm) sont fixés comme suit : 250 € HT pour l'impression de la 1ère affiche et 0,35 € HT par affiche supplémentaire ;
- Les tarifs maxima de remboursement des frais d'impression des petites affiches (largeur maximale de 297 mm et hauteur maximale de 420 mm) sont fixés comme suit : 90,00 € HT pour l'impression de la 1ère affiche et 0,18 € HT par affiche supplémentaire.

4 – Apposition

Les tarifs maxima pour les frais d'apposition sont fixés comme suit :

- affiche format 594 x 841 mm : 2,20 € HT l'unité
- affiche format 297 x 420 mm : 1,30 € HT l'unité

Article 3 : Dans le cadre du second tour, les tarifs pourront être majorés au maximum de 10 % pour tenir compte des heures supplémentaires effectuées, sous réserve des justifications nécessaires (bulletins de paie notamment).

Article 4 : Tous les tarifs visés au présent arrêté doivent inclure les prestations obligatoires qui ne peuvent donner lieu à remboursement supplémentaire (achat du papier et de l'encre, composition, montage, corrections d'auteurs, façonnage, massicotage, emballage, pliage, transport, livraison).

Article 5 : Le remboursement des frais d'impression s'effectue dans la limite du tarif le moins élevé entre le département du lieu d'impression et le département de la préfecture qui assure le remboursement.

Article 6 : Le remboursement aux candidats s'effectuera sur présentation des pièces justificatives suivantes : les factures correspondant aux impressions des déclarations, bulletins de vote et affiches ainsi que celles relatives à l'affichage, en deux exemplaires, libellées au nom du candidat et accompagnées d'un relevé d'identité bancaire et d'une éventuelle subrogation, sont à adresser à la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture ainsi que les présidents des commissions de propagande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté inter-préfectoral du 16 avril 2012 (Meurthe-et-Moselle / Vosges) modifiant la composition, modifiant les statuts et actualisant la répartition des délégués du syndicat mixte de gestion du SCOT sud Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

La Préfète des Vosges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants, et L5711-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté inter-préfectoral du 19 juin 2007 autorisant la création du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2011 constatant la mise à jour du périmètre du schéma de cohérence territoriale Sud Meurthe-et-Moselle modifié par l'arrêté du 9 novembre 2011 ;

VU le décret 2011-1994 du 27 décembre 2011 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;
SUR proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'article 1er des statuts du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du sud Meurthe-et-Moselle est remplacé comme suit :

« Article 1er - Dénomination, composition

En application de l'article L 122.4 du code de l'urbanisme et des articles L 5711-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- la Communauté urbaine du Grand Nancy
- la Communauté de communes du bassin de Pompey
- la Communauté de communes du Toullois
- la Communauté de communes du Lunévillois
- la Communauté de communes du pays du sel et du Vermois
- la Communauté de communes du pays de Pont-à-Mousson
- la Communauté de communes de Moselle et Madon
- la Communauté de communes de Colombey et du Sud Toullois
- la Communauté de communes du val de Meurthe
- la Communauté de communes du Grand Couronné
- la Communauté de communes du Saintois
- la Communauté de communes du Saintois au Vermois
- la Communauté de communes du pays du Sânon
- la Communauté de communes de Seille et Mauchère
- la Communauté de communes des vals de Moselle et de l'Esch
- la Communauté de communes de la Vezouze
- la Communauté de communes des vallées du Cristal
- la Communauté de communes du Bayonnais
- la Communauté de communes du massif de Haye
- la Communauté de communes de la Mortagne
- la Communauté de communes du pays de la Haute-Vezouze
- la Communauté de communes du Badonvillois
- la Communauté de communes de Hazelle
- la Communauté de communes du Grand Valmon
- la Communauté de communes des Côtes en Haye
- la Communauté de communes du Froidmont
- la Communauté de communes de la pipistrelle
- la Communauté de communes du Mirabée
- la Communauté de communes du chardon Lorrain

et les 11 communes suivantes :

- Bratte, Gerbécourt-et-Haplefont, Houdreville, Marthemont, Moivrons, Pagny-sur-Moselle, Quevilloncourt, Saulxerotte, Vandières, Villers-lès-Moivrons et Villers-sous-Prény.

un syndicat mixte fermé qui prend la dénomination "Syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale du Sud Meurthe-et-Moselle »

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts modifiés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Suite à la parution du décret 2011-1994 du 27 décembre 2011 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les chiffres de la population et la répartition des délégués sont actualisés suivant le tableau joint en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, les sous-préfets de Lunéville et de Toul, le sous-préfet de Neufchâteau et le président du syndicat mixte pour la gestion du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale et aux maires des communes concernés, aux directeurs départementaux des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et des Vosges et qui fera l'objet d'une publication aux recueils administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 avril 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

La Préfète des Vosges,
Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Vincent BERTON

Les statuts annexés et le tableau récapitulatifs des délégués sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale Bureau du contrôle de légalité de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté du 19 avril 2012 transférant l'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun à la communauté de communes du bassin de Pompey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5212-33, L.5214-21 et L.5211-41.;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 portant dissolution du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey - Liverdun ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 autorisant la communauté de communes du bassin de Pompey à exercer la compétence "Équipements sportifs d'intérêt communautaire" comprenant la construction, l'entretien et le fonctionnement des piscines d'intérêt communautaire à compter du 1er janvier 2010 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETEMENT

Article 1er : L'ensemble des biens, droits et obligations du syndicat intercommunal pour la piscine de Frouard – Pompey – Liverdun est transféré à la communauté de communes du bassin de Pompey.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président de la communauté de communes du bassin de Pompey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Bureau des procédures environnementales

Autorisation d'exécution du 3 mai 2012 - Poste 63/20 kV de Tucquegnieux

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'énergie,
VU le décret n° 2011-1697 du 1er décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques,
VU le dossier déposé le 21 juin 2011 par EDF Réseau Distribution France pour construire l'ouvrage objet de la demande,
VU la délégation de signature de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle n° 11.BI.86 du 22 août 2011 modifié,
VU la subdélégation de signature de M. le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement 2012-DREAL-09 du 28 mars 2012,
VU l'avis du maire et des services consultés le 23 juin 2011 :

- CONSEIL GENERAL : réponse du 07/07/2011
- Mairie de TUCQUEGNIEUX :
- EPCI du bassin de Landres :
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE :
- CHAMBRE DES METIERS : réponse du 04/07/2011
- CHAMBRE D'AGRICULTURE : réponse du 04/08/2011
- ARS 54 : réponse du 10/08/2011
- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES :
- SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE : réponse des 05/08/2011 et 10/01/2012
- Direction Départementale des Territoires
- ErDF - GrDF :
- FRANCE TELECOM : réponse du 26/07/2011
- VU les remarques et demandes formulées par :
 - FRANCE TELECOM - Service DICT DT Est
 - ARS 54
 - CONSEIL GENERAL
 - SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

VU les réponses satisfaisantes apportées par EDF Réseau Distribution France le 30 novembre 2011,
CONSIDÉRANT qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,
VU les résultats de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur du 19 avril 2012

ARRETE

Article 1er : Electricité Réseau Distribution France est autorisée à exécuter l'ouvrage objet de la demande, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché dans la mairie de Tucquegnieux.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, le directeur départemental des territoires et le maire de Tucquegnieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

La présente autorisation sera adressée à EDF Réseau Distribution France et sa copie à :

- MM. le maire et les chefs des services consultés ;
- M. le préfet de Meurthe-et-Moselle.

Metz, le 3 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur et par délégation,
Le Chef du service prévention des risques,
Thomas AILLERET

Arrêté n° 54-2012-00031 du 3 mai 2012 autorisant à titre temporaire Voies Navigables de France à entreprendre les travaux de maintenance 2012 pour les barrages de Pont-à-Mousson de Pompey-Frouard et du Liégeot

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code général de la propriété des personnes publiques ;
VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
VU l'arrêté préfectoral du 02 mars 2009 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Pompey ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Custines ;
VU l'arrêté préfectoral du 08 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Pont-à-Mousson ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Liverdun ;
VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2010 portant approbation du plan de prévention des risques « inondations » sur la commune de Frouard ;
VU le dossier de demande d'autorisation de permanente, déposé le 09/09/2011 par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE représenté par Madame la Directrice interrégionale de Nancy, enregistré sous le n° 54-2011-00165, pour réaliser les travaux de maintenance des sept barrages de la rivière Moselle ;

VU la demande d'autorisation temporaire, présentée par VOIES NAVIGABLES DE FRANCE représenté par Madame la Directrice interrégionale de Nancy, enregistré sous le n° 54-2012-00031 pour entreprendre les travaux de l'année 2012 de maintenance des barrages de Pont-à-Mousson, de Pompey-Frouard et du Liégeot, déposée au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçue le 02/03/2012 au guichet unique de police de l'eau, et s'intégrant dans le dossier de demande d'autorisation permanente précité ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 15/11/2011 ;

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine du 23/11/2011 ;

VU l'avis de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques du 14/11/2011 ;

VU le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 12/04/2012 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle en date du 12/04/2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée par le pétitionnaire pour obtenir une autorisation permanente de batardage des passes des sept barrages de la Moselle est en cours d'instruction et ne permettra pas au pétitionnaire d'obtenir une autorisation dans les délais requis pour la réalisation des travaux de l'année 2012 ;

CONSIDERANT que la demande précitée peut être jugée régulière et complète pour les trois barrages de Pont-à-Mousson, de Pompey-Frouard et du Liégeot ;

CONSIDERANT que dans ces conditions le pétitionnaire a pris l'initiative de déposer une demande spécifique d'autorisation temporaire, d'une durée inférieure à six mois, pour réaliser les travaux de l'année 2012 qui portent sur les trois barrages de Pont-à-Mousson, de Pompey-Frouard et du Liégeot ;

CONSIDERANT que le maintien en bon état de fonctionnement des organes manœuvrables des barrages est indispensable d'une part pour assurer leur sécurité et leur pérennité, et d'autre part pour réduire les risques de dysfonctionnement ou d'accident ;

CONSIDERANT que les propositions du pétitionnaire pour garantir la sécurité publique et la préservation du milieu aquatique sont, dans les limites des possibilités techniques actuelles, les plus efficaces ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté, qui reprennent notamment les propositions du pétitionnaire, pour la surveillance hydrologique de la rivière Moselle et pour les mesures de réduction des incidences associées, permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION TEMPORAIRE

Article 1er : Objet de l'autorisation temporaire

Le pétitionnaire, VOIES NAVIGABLES DE FRANCE représenté par Madame la Directrice Interrégionale du Nord-Est est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : TRAVAUX MAINTENANCE 2012 DES BARRAGES V.N.F.

L'opération concerne le barrage de Pont-à-Mousson, le barrage de Pompey-Frouard, et le barrage du Liégeot qui existent sur la rivière Moselle. Les communes concernées, par l'implantation des ouvrages ou par les incidences des travaux, ainsi que les dates des interventions correspondantes, sont les suivantes :

Localisation des ouvrages et incidence des travaux

- Pont à Mousson : du 03/08/2012 au 28/09/2012

- Pompey-Frouard communes de Pompey et de Frouard : du 01/06/2012 au 30/09/2012

- Liégeot communes de Belleville et Autreville : du 02/05/2012 au 14/10/2012

Incidences des travaux, hors communes précitées

- Liverdun : du 01/06/2012 au 30/09/2012

- Millery : du 02/05/2012 au 14/10/2012

- Marbach : du 02/05/2012 au 14/10/2012

- Custines : du 02/05/2012 au 14/10/2012

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1° un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2° un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Autorisation

Article 2 : Description des travaux

Les installations provisoires ou travaux ont les caractéristiques suivantes :

Barrage	Vanne concernée	Nature des travaux	Débatardage
Pont à Mousson	Vanne-clapet n°1 rive gauche Du 03/08 au 28/09/2012	Remplacement des chaînes Galle et des pignons de manœuvre de la vanne	Pas de possibilité de remettre la vanne en service pendant les travaux mais en cas de forte crue, débatardage d'urgence possible
Pompey-Frouard	Vanne-segment n°1 Du 01/06 au 31/07/2012		
	Vanne-segment n°2 Du 01/08 au 30/09/2012		
Liégeot	Vanne-wagon n°3 rive droite Du 02/05 au 24/06/2012	Inspection détaillée et nettoyage des vannes et de leurs appareils de manœuvre	Possibilité de remettre la vanne en service pendant les travaux après débatardage, sauf si un défaut de sécurité est découvert lors de l'inspection
	Vanne-wagon n°2 centrale Du 25/06 au 19/08/2012		
	Vanne-wagon n°1 rive gauche Du 20/08 au 14/10/2012		

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les interventions projetées n'auront pas d'impact permanent sur la qualité des eaux, ne gêneront pas les écoulements du cours d'eau et seront conduites dans le souci permanent de préserver le milieu naturel.

La réalisation des travaux de remise en état programmés par le pétitionnaire nécessite le batardage des vannes de barrage précisées aux articles 1 et 2. Pendant la durée de maintien du batardeau, de manière temporaire, un obstacle à l'écoulement des crues va être généré.

L'impact temporaire est pris en compte par les mesures décrites à l'article 4. L'impact résiduel consiste en un faible rehaussement de la ligne d'eau à l'amont du barrage.

Article 4 : Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle de l'hydrologie du cours d'eau (y compris auto contrôle) et interventions

Comme il s'y est engagé dans son dossier de demande d'autorisation remis au guichet unique de police de l'eau le 09/09/2011, le pétitionnaire activera, dès le démarrage des interventions en rivière, son application interne permettant une prévision des débits de la Moselle à quatre jours. Dès la prévision d'une augmentation des débits du cours d'eau, le pétitionnaire prendra immédiatement contact avec la DREAL Lorraine, service de prévision des crues, afin de renforcer le système de surveillance de prévision et en informera sans délai le S.I.D.P.C. Les logigrammes de fonctionnement ainsi les fiches « ALERTE ET MOBILISATION » du système de surveillance interne à V.N.F., sont annexés au présent arrêté.

Ils comprennent :

- le logigramme « surveillance permanente et passage en vigilance », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 1
- le logigramme « passage de la vigilance à la préalerte dans le cas où le débatardage est possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 2
- le logigramme « passage de la vigilance à la préalerte dans le cas où le débatardage n'est pas possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 2bis
- le logigramme « passage de la préalerte au débatardage », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 3
- le logigramme « passage de la préalerte à l'alerte dans le cas où le débatardage n'est pas possible », et la fiche ALERTE ET MOBILISATION Stade 3bis

Si un épisode de crue de nature à engendrer des répercussions pour les personnes ou les biens situés sous l'incidence du batardeau, est annoncé, le pétitionnaire, au vu des prévisions dont il disposera, devra :

- Organiser et réaliser l'évacuation et/ou la sécurisation de ses chantiers.
- En fonction de l'évolution des débits du cours d'eau, le pétitionnaire aura à charge de prévenir le S.I.D.P.C. qui alertera les maires et les services concernés (secours et gendarmerie notamment). Les riverains potentiellement concernés par les débordements du cours d'eau dans les secteurs soumis à l'impact des travaux de batardage seront informés par les maires ou responsables désignés par les maires des communes concernées, notamment la commune de LIVERDUN pour la situation particulière du camping situé à l'intérieur de la boucle de la Moselle. De façon concomitante, V.N.F. informera le service de police de l'eau dans les jours et heures ouvrables, ou le cadre de permanence de la D.D.T. en dehors de ces jours ou heures ouvrables.
- Lorsque cela sera techniquement possible –vanne rendue fonctionnelle- le démontage du batardeau amont sera entrepris en priorité. Le S.I.D.P.C. sera tenu informé du début et de la fin de l'opération et transmettra l'information aux maires et services concernés (secours et gendarmerie notamment). De même et de façon concomitante, V.N.F. informera le service de police de l'eau dans les jours et heures ouvrables, ou le cadre de permanence de la D.D.T. en dehors de ces jours ou heures ouvrables.

La régulation du plan d'eau sera assurée par les vannes restées opérationnelles jusqu'à leur effacement. Dans le cas du barrage de Pompey-Frouard, il s'agit d'une vanne unique.

A l'issue d'un épisode de crue, au cours duquel le batardeau amont serait démonté, ce dernier ne pourra être remis en place qu'après accord du service de police de l'eau. Les conditions hydrologiques et les perspectives de l'avancement du chantier conditionneront un accord éventuel de reprise des travaux.

A tout moment, le débit réservé du cours d'eau, correspondant au 1/10 du module, sera assuré.

A l'issue des travaux, le pétitionnaire transmettra, dans un délai de 1 mois au service police de l'eau, un récapitulatif de la surveillance des débits et des interventions particulières en cas de crue, le cas échéant.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Avant chaque mise à sec des passes de barrages à batarder, une pêche de sauvegarde est prévue et sera effectuée à la charge et à l'initiative du pétitionnaire en concertation étroite avec l'ONEMA et les associations locales de pêche agréées.

Afin de limiter les risques de pollution accidentelle des eaux, les installations de chantier, le stockage des engins, matériaux ou produits polluants ainsi que les activités d'entretien et d'alimentation en carburant des engins ne seront pas effectués à proximité du cours d'eau (Moselle). L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour éviter la pollution par hydrocarbures. Un dispositif d'urgence de récupération ou réduction des pollutions accidentelles sera disponible en permanence sur le chantier. L'ONEMA sera immédiatement informé de tout accident susceptible d'entraîner un impact sur le milieu aquatique ou la qualité de l'eau.

Une semaine avant le démarrage des travaux, et pour chaque phase, le pétitionnaire devra faire parvenir un planning précis et la méthodologie des divers travaux au service de police de l'eau.

Article 6 : Délai d'exécution des travaux

Les travaux seront réalisés aux périodes précisées aux articles 1 et 2. En tout état de cause, l'autorisation prendra fin au plus tard dans les six mois suivant la signature du présent arrêté.

Titre III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation permanente déposé le 09/09/2011 auprès du guichet unique de police de l'eau, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages provisoires, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Début et fin des travaux – Remise en service

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates réelles de démarrage et de fin des travaux et de la date de remise en service de chacun les barrages.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux infractions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de :

- Pont à Mousson, Belleville, Autreville, Millery, Marbach, Custines, Pompey, Frouard et Liverdun.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies dont la liste est annexée au présent arrêté pendant une durée minimale d'un mois.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation temporaire sera mis à la disposition du public, pour information, à la DDT de Meurthe et Moselle, service EEB, 45 rue Sainte Catherine, C.O. N° 60025, 54035 NANCY Cedex - téléphone 03 83 37 71 57.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié. Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, les maires des communes dont la liste est jointe au présent arrêté, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine service de prévision des crues, le chef du S.I.D.P.C. de Meurthe-et-Moselle et le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 3 mai 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

PJ : liste des communes

logigrammes et fiches ALERTE ET MOBILISATION 10 feuilles 21x29.7

Arrêté du 4 mai 2012 portant déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à l'aménagement de la ZAC de La Harange 2 sur le territoire de la commune de Rehon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 à L11-8, R11-1 à R11-3, R11-14-1 à R.11-14-15, R11-19 à R11-31;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L123-1 à L123-19;

VU le code de l'urbanisme;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU la délibération du conseil municipal du 27 juin 2007 de la commune de REHON approuvant le projet de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Harange 2, à vocation d'habitat collectif et individuel, après avoir tiré le bilan de la concertation préalablement menée;

VU le traité de concession du 16 décembre 2006 (ex-convention publique d'aménagement) par lequel la commune de REHON confie à SOLOREM, société Lorraine d'économie mixte d'aménagement urbain, l'aménagement de la ZAC susvisée;

VU la délibération du 10 décembre 2009 du conseil municipal de la commune de REHON sollicitant l'ouverture des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire;

VU l'avis en date du 1er octobre 2010 de l'autorité compétente en matière d'environnement;

VU la déclaration de projet approuvée par délibération du 22 mars 2012 du conseil municipal de la commune de REHON;

CONSIDÉRANT la demande de la société SOLOREM sollicitant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'infrastructures nécessaires à l'aménagement et à la viabilisation de terrains de la ZAC de la Harange 2 à REHON;

CONSIDÉRANT que j'ai ordonné, par arrêté préfectoral du 24 juin 2011, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet susvisé, du 16 août au 16 septembre 2011 inclus ;

CONSIDÉRANT que le commissaire-enquêteur a émis le 6 octobre 2011 un avis favorable à la déclaration d'utilité publique du projet d'aménagement de la ZAC de la Harange 2 à REHON;

CONSIDÉRANT, après analyse du dossier soumis à enquête publique et à la lecture des observations du public formulées pendant l'enquête, des conclusions du commissaire-enquêteur sur ce projet et de l'avis émis par l'autorité compétente en matière d'environnement, que les avantages du projet l'emportent sur les inconvénients;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les travaux nécessaires à l'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de La Harange 2, à vocation d'habitat collectif et individuel, sur le territoire de la commune de REHON sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : La présente déclaration d'utilité publique est prononcée au profit de la société Lorraine d'économie mixte d'aménagement urbain, SOLOREM.

Article 3 : L'acquisition par la société SOLOREM des immeubles nécessaires à la réalisation du projet visé à l'article 1er du présent arrêté peut être opérée soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires du code de l'expropriation.

Article 4 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Le document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique est joint au présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article L11-1-1 du code de l'expropriation.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché dans la commune de REHON pendant deux mois aux lieux ordinaires d'affichage des actes administratifs et fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le secrétaire général de la société SOLOREM, le maire de la commune de REHON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information à :

- Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy ;
- Mme la Sous-préfète de Briey ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Jean-Pierre VOUIN, commissaire enquêteur.

Nancy, le 4 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**Document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération
(article L.11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique)**

Le présent document expose les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet d'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de La Harange 2 sur le territoire de la commune de REHON.

Il constitue l'annexe à l'arrêté de déclaration d'utilité publique visée par l'article L.11-1-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

1. Objet de l'opération :

La commune de REHON souhaite prolonger la ZAC existante de 20 hectares dite « ZAC la Harange 1 » par un nouveau projet appelé « ZAC de la Harange 2 » dont l'emplacement est compris entre la ZAC 1 et la route départementale d'une surface de 11,77 hectares dont 2ha 11a 97ca reste à acquérir. Ce projet doit permettre de réaliser 264 logements dont 84 logements individuels et 180 logements collectifs pour une surface hors d'œuvre nette maximale de 60 000 m².

Le conseil municipal de REHON a approuvé, par délibération en date du 27 juin 2007, la création de la ZAC de la Harange 2, à vocation d'habitat, après avoir tiré le bilan de la concertation préalablement menée. La commune de REHON a confié la réalisation de cette opération à la SAEM SOLOREM par une convention publique d'aménagement signée le 7 janvier 2004.

Le principal enjeu du projet est de permettre l'aménagement des terrains inclus dans son périmètre et répondre ainsi aux demandes de terrains à bâtir dont la commune est saisie.

L'opération permettra de répondre aux demandes tant d'habitat individuel, que de logements collectifs, en particulier à caractère social. Elle assurera ainsi une diversification et une amélioration de l'offre de terrains et de logements pour la commune et pour l'ensemble de l'agglomération longovicienne.

2. Motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique :

La réalisation de la ZAC de la Harange 2, qui aboutira au développement de l'offre de terrains à bâtir, a pour objectifs de :

- permettre à la commune de REHON de maîtriser le développement de l'urbanisation de son territoire en cohérence et en harmonie avec les structures publiques existantes et les capacités de développement futur de celles-ci;
- participer à la redynamisation de la commune et en particulier du quartier Heumont par une évolution démographique raisonnée et équilibrée, permettant également à la commune de bénéficier de la création de nouvelles ressources financières;
- créer une offre de terrains et de logements la plus large possible en vue de répondre de manière adéquate aux demandes extrêmement diversifiées résultant :

- * des besoins des jeunes actifs, notamment des travailleurs frontaliers,
- * du vieillissement d'une partie de la population,
- * de la structure sociale des familles (personnes seule, famille monoparentale...);
- mettre en place les capacités d'accueil propres à entraîner une diversification de la population de la commune ;
- favoriser la mixité sociale sur le site.

3. Avis de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact et conclusions de l'enquête publique :

L'avis du 1er octobre 2010 du préfet de la région Lorraine, au titre de l'autorité environnementale, a fait apparaître que l'étude d'impact initiale comportait des lacunes. Tenant compte de cet avis, une nouvelle étude d'impact a été présentée en février 2011, abordant l'ensemble des problématiques environnementales.

Le commissaire enquêteur, désigné par le tribunal administratif de Nancy, pour mener l'enquête publique conjointe (préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire) qui s'est déroulée en mairie de REHON du 16 août 2011 au 16 septembre 2011, indique dans son rapport que le dossier soumis à enquête a suscité un intérêt certain auprès des propriétaires fonciers et exploitant agricole concernés par l'état parcellaire.

Aucune remarque n'a été émise sur l'utilité publique du projet à l'exception de trois observations orales, toutes positives, de propriétaires concernés par l'état parcellaire. L'un de ces propriétaires, qui ne souhaite pas céder ses parcelles, ne se dit pas pour autant opposé au projet.

Le commissaire enquêteur a donné un avis favorable au projet sans réserve, ni recommandation, le 6 octobre 2011. Dans ces conditions, le projet qui a été soumis à l'enquête ne fait l'objet d'aucune modification, ni adaptation.

Compte-tenu des éléments énoncés ci-dessus, et dans l'intérêt général, le projet d'aménagement de ZAC de La Harange 2 sur le territoire de la commune de REHON est déclaré d'utilité publique.

VU pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour

Nancy, le 4 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 10 mai 2012 donnant acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville de la déclaration d'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance et prescrivant des mesures complémentaires

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code minier ;
VU le décret n°2006-649 du 2 juin 2006 modifié relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains ;
VU l'arrêté du 8 septembre 2004 définissant les modalités techniques d'application de l'article 44 du décret n°95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;
VU le décret ministériel en date du 13 avril 1893 instituant la concession des mines de fer d'Amance au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;
VU le décret ministériel en date du 28 décembre 1874 instituant la concession des mines de fer de Blanzey au profit des Sieurs de Bourges et Guyot ;
VU le décret ministériel en date du 24 novembre 1896 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom d'Amance, des concessions d'Amance et de Blanzey au profit de la société anonyme de Vezin-Aulnoye ;
VU la vente en date du 29 octobre 1902 de la concession détenue par la société anonyme de Vezin-Aulnoye au profit de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville ;
VU le dossier déposé le 2 mars 2011, complété le 31 mai 2011, par la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville, portant déclaration d'arrêt des travaux miniers de la concession d'Amance située sur le territoire du département de Meurthe-et-Moselle et dont la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville est titulaire ;
VU l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2012 prorogeant le délai pour statuer sur la demande de la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville en vue de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation des installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance ;
VU les résultats de la consultation réglementaire ;
VU le rapport et l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine en date du 17 avril 2012 ;
CONSIDERANT que les mesures en place sur la galerie de Blanzey ne constituent pas des barrières efficaces contre l'intrusion de personnes dans les anciens travaux ;
CONSIDERANT que les études sont incomplètes sur les aspects relatifs aux aléas mouvements de terrains, aux eaux de toute nature et au gaz de mine ;
SUR PROPOSITION du secrétaire général e la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
L'exploitant entendu ;

ARRETE

Article 1er : Il est donné acte à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville – SHFM – Bussy-Vecqueville BP 33 52300 Joinville Cedex, de sa déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés à la concession de mines de fer d'Amance selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration et sous réserve des modalités décrites dans les articles 2 à 5.

Article 2 : Mesures complémentaires concernant les aléas mouvements de terrain :

- Evaluation des aléas mouvements de terrain : l'étude doit être complétée afin de justifier les aléas retenus. Un exemplaire du rapport INERIS DRS-04-40759/R01 sera remis à la DREAL Lorraine ;
- Galerie de Blanzey : après qu'une étude sur la présence éventuelle de chiroptères aura été menée, la mise en sécurité devra le cas échéant être réalisée suivant les préconisations de la circulaire du 14 octobre 2009 relative à la modification de la circulaire du 6 août 1991 DIE n°200 et de la circulaire du 27 mai 2008 relative aux modalités d'application des articles 91 à 93 du code minier et 43 à 50 du décret 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains.

Article 3 : Mesures complémentaires concernant les eaux de toute nature :

La note interministérielle du 26 mai 2009 et à la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, article 27, impose la mise en place d'un programme de protection de l'aire d'alimentation (lutte contre les pollutions diffuses). Dans ce cadre, une étude de l'incidence des puits de reconnaissance 2, 3 et 5 et la galerie de Blanzey sur les sources R1 et R4 de Moulin doit être effectuée.

Article 4 : Mesures complémentaires concernant l'aléa gaz de mine :

L'exposé des mécanismes doit être complété pour ce qui concerne les émissions à travers les terrains de recouvrement, et l'aspect touchant les ouvrages débouchant au jour doit être étudié.

Article 5 : Les dispositions prévues aux articles 2 à 4 devront être réalisées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Les travaux de mise en sécurité de la galerie de Blanzey fera l'objet d'un mémoire, joint à la transmission.

Article 6 : Le présent arrêté ne vaut qu'au titre de la police des mines et peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nancy.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle , le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société des Hauts Fourneaux de Maxéville et dont copie sera adressée pour information à :

- M. le Directeur régional des Affaires Culturelles ;
- M. le Général, commandant de la Région Terre Nord-Est ;
- M. le Directeur départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé ;
- MM. les Maires de Amance, Bouxières-aux-Chênes et Montenois.

Nancy, le 10 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté complémentaire n° 2009/139 du 11 mai 2012 concernant la société B. BRAUN MEDICAL à Ludres

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement, et notamment ses articles R. 512-46-22, R. 512-46-23 et R. 512-52 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) ;
 VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) ;
 VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 2003.121 du 14 avril 2004 autorisant et réglementant l'exploitation par la société B. BRAUN MEDICAL d'un entrepôt de produits destinés au milieu médical sur le territoire de la commune de LUDRES, 520 rue Lavoisier ;
 VU les modifications apportées aux installations exploitées au sein de son établissement de LUDRES, signalées par la société B. BRAUN MEDICAL par courriers des 17 mars 2009, 16 juin 2009 et 14 novembre 2011 ;
 VU la demande de bénéfice de fonctionnement au titre des droits acquis formulée par la société B. BRAUN MEDICAL par courrier du 14 novembre 2011, notamment au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
 VU le rapport AML/NW/177/2012 de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 20 mars 2012 ;
 VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques émis lors de sa séance du 12 avril 2012 ;
 CONSIDÉRANT que la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée par le décret susvisé pour y introduire un troisième seuil de classement soumettant des entrepôts au régime intermédiaire d'enregistrement ;
 CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour les rubriques de la nomenclature des installations classées applicables à l'établissement exploité par la société B. BRAUN MEDICAL sur le territoire de la commune de LUDRES dans l'arrêté préfectoral n° 2003.121 du 14 avril 2004 l'encadrant ;
 CONSIDÉRANT que la mise en place d'une zone de stockage de liquides inflammables de la gamme « hygiène et désinfection » soumis à déclaration au titre de la rubrique 1432-2b de la nomenclature lorsqu'un tel stockage de liquides inflammables représente une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³, ne constitue pas une modification substantielle des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2003.121 du 14 avril 2004 au sens des dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement ;
 CONSIDÉRANT qu'il convient de compléter les prescriptions techniques applicables aux installations exploitées par la société B. BRAUN MEDICAL sur le territoire de la commune de LUDRES pour prévenir les dangers ou les inconvénients qu'elles peuvent présenter pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du même code ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Etablissement objet du présent arrêté et portée de l'arrêté

La société B. BRAUN MEDICAL, dont le siège social est situé au 204 avenue du Maréchal Juin, 92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son entrepôt implanté sur le territoire de la commune de LUDRES sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003.121 du 14 avril 2004 et celles définies par le présent arrêté.

Toutes les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2003.121 du 14 avril 2004 qui sont contraires aux prescriptions fixées par le présent arrêté sont abrogées à compter de sa date de notification.

Article 2 : Modification des rubriques de classement applicables aux installations exploitées

L'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2003.121 du 14 avril 2004 est modifié comme suit :

« Les activités répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuils de classement	Volume autorisé
1510-2	E	Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts	Volume des entrepôts	50 000 m³ < V < 300 000 m³	68 370 m³
1432-2b	DC	Stockage de liquides inflammables en réservoirs manufacturés	Capacité équivalente totale	10 m³ < C _{eq} < 100 m³	99 m³
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	P > 50 kW	95 kW
2663	NC	Stockage de matières plastiques à l'état non alvéolaire et non expansé	Volume susceptible d'être stocké	V < 1 000 m³	550 m³
2910	NC	Installations de combustion consommant exclusivement du gaz naturel	Puissance thermique de l'installation	P < 2 MW	1,79 MW
Aucune rubrique de classement	NC	Installations de compression d'air	Puissance absorbée	Aucun	347 kW

E : Enregistrement, DC : Déclaration soumis à contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du Code de l'environnement, D : Déclaration, NC : Non Classé »

Article 3 : Renforcement de prescriptions

Le chapitre IX et l'article 39 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2003.121 du 14 avril 2004 sont modifiés comme suit :

« CHAPITRE IX – ACTIVITES SOUS LE REGIME DE L'ENREGISTREMENT ET DE LA DECLARATION

ARTICLE 39

Les dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'entrepôt exploité par la société B. BRAUN MEDICAL sur le territoire de la commune de LUDRES, dans les conditions fixées à l'annexe II dudit arrêté.

Les dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 1432 (stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables) de la nomenclature des installations classées s'appliquent à une zone de stockage de liquides inflammables de la gamme « hygiène et désinfection » exploitée par la société B. BRAUN MEDICAL au sein de son entrepôt de LUDRES.

Les dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) de la nomenclature des installations classées s'appliquent aux ateliers de charge d'accumulateurs exploités par la société B. BRAUN MEDICAL au sein de son établissement de LUDRES.»

Article 4 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1. une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LUDRES et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
2. une copie du présent arrêté sera publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture.
3. un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum de quatre semaines. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pour une durée identique.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

4. un avis sera inséré par la Préfecture et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 5 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 6 : Recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Nancy.

Le délai de recours est de deux mois, à compter du jour où le présent arrêté est notifié, pour l'exploitant et de un an, à partir de la publication ou de l'affichage, pour les tiers.

Article 7 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de LUDRES, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

- au directeur de la société B. BRAUN MEDICAL à LUDRES

et dont copie sera adressée :

- au directeur départemental des territoires,

- au directeur général de l'agence régionale de santé,

- au chef du service interministériel de défense et de protection civile,

- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine – service ressources et milieux naturels.

Nancy, le 11 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Avenant à la Convention d'utilisation n° 54-2010-51 entre l'administration chargée du domaine et la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy en date du 3 mai 2012

Le 3 mai 2012, la convention d'utilisation n° 54-2010-51 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté, le propriétaire,

et

Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Nancy dont les bureaux sont situés au Tribunal Administratif de Nancy, 5 place de la Carrière à Nancy, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Nancy, 3-5-7 Place de la Carrière, fait l'objet d'un avenant sur les articles 4, 11 et 12 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Extrait de décision de la commission nationale d'aménagement commercial du 16 février 2012

Réunie le 16 février 2012, la commission nationale d'aménagement commercial a accordé l'autorisation sollicitée conjointement par la SARL VILDIS, en qualité de future propriétaire de l'hypermarché et de la galerie marchande, et la SARL CANTEBONNE en qualité de promoteur des moyennes et grandes surfaces spécialisées, de créer un ensemble commercial à VILLERUPT d'une surface de vente de 11 700 m², comprenant :

- un hypermarché à l'enseigne E. LECLERC de 4 000 m² et une galerie marchande de 500 m² ;

- un magasin de bricolage de 5 200 m² ;

- un magasin d'équipement de la personne de 1 000 m² ;

- un magasin d'équipement de la maison de 1 000 m².

Le texte de la décision est affiché pendant un mois à la mairie de Villerupt.

Nancy, le 4 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS/DT 54 N° 0387/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale de NANCY pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 495 084 €, dont 130 000 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDSSES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

471 306 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0388/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 215 203 €, dont 110 000 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDSSES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0390/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 396 187 €, dont 143 300 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDSSES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 131 134 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0391/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 229 069 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 164 267 €, dont 5 000 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDSSES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

801 220 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0392/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière ST CHARLES à NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 741 526 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 116 057 € ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0393/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE SUR MADON est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 16 004 580 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 155 700 € ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0394/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de BRIEY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 9 013 013 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 789 979 €, dont 133 300 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 811 047 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0395/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière de Joef pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de JOEUF est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 568 929 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 277 758 € ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0396/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A. Vautrin à Vandoeuvre-lès-Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre de Recherche et de Lutte contre le Cancer A.VAUTRIN à VANDOEUVRE LES NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 800 226 € ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0397/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 13 831 102 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 86 112 150 €, dont 1 023 500 € correspondant aux crédits alloués pour le financement de 2/12èmes de la PDSSES de l'établissement.

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 699 217€ pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

621 797€ pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 638 297€ pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,

Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0398/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2012, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 € ;

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 1 329 248 €, dont 53 300 € correspondant aux crédits alloués pour financement de 2/12èmes de la PDES de l'établissement ;

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0399/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 82 639 383 € ;

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0400/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 014 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS de PORT est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 587 693 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0401/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au SSR de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 585

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au SSR de FLAVIGNY SUR MOSELLE est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 4 698 669 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0402/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Sanitaire les Rives du Château à Blâmont pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 750 721 334 - N° FINESS Etablissement : 540 000 726

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Sanitaire les Rives du Château à BLAMONT est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 781 893 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0403/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Association Hospitalière Saint-Eloi à Neuves-Maisons pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 437 - N° FINESS Etablissement : 540 000 858

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière SAINT ELOI à NEUVES MAISONS est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 938 362 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0404/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au COCEE de Flavigny-sur-Moselle pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 973

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au COCEE de FLAVIGNY SUR MOSELLE est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 1 677 614 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0405/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pompey pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de POMPEY est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 128 762 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0406/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à l'Institut Régional de Réadaptation de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 726 - N° FINESS Etablissement : 540 009 701

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Institut Régional de Réadaptation de NANCY est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 42 782 379 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 0407/2012 du 2 mai 2012 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à 3H Santé à Cirey-sur-Vezouze pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 2 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie dû à 3H SANTE à CIREY/VEZOUZE est fixé pour l'année 2012, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 357 076 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0408 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Jeanne d'Arc - N° FINESS : 540000361

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Jeanne d'Arc ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 29 988 € pour la clinique Jeanne d'Arc.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits MIG : - 5 531 € au titre de la coordination des soins en cancérologie (3 C)

Crédits MIG : - 24 457 € au titre de la forfaitisation des soins en cancérologie

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0410 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Louis Pasteur - N° FINESS : 540000478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;
VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;
VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Louis Pasteur ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 127 804 € pour la clinique Louis Pasteur.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits MIG : - 20 100 € au titre de la consultation ADDICTOLOGIE
15 024 € au titre de la coordination des soins en cancérologie (3 C)
41 597 € au titre de la forfaitisation des soins en cancérologie

Crédits AC : - 51 083 € au titre du Plan HOPITAL 2012

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0411 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540000486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Gentilly ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 335 689 € pour la polyclinique Gentilly.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits MIG : - 54 000 € au titre de la prise en charge de la DOULEUR
75 763 € au titre de la coordination des soins en cancérologie (3 C)
118 433 € au titre de la forfaitisation des soins en cancérologie
8 000 € au titre de l'accueil d'1 interne en médecine

Crédits AC : - 56 993 € au titre du Plan HOPITAL 2012

22 500 € au titre de soutien d'activité RADIOTHERAPIE

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0412 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Polyclinique Majorelle - N° FINESS : 540013224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 125 673 € pour la polyclinique Majorelle.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits MIG : - 20 100 € au titre de la consultation ADDICTOLOGIE

11 833 € au titre de la coordination des soins en cancérologie (3 C)

1 281 € au titre de la prise en charge de surcoûts AMP

31 549 € au titre de la forfaitisation des soins en cancérologie

24 000 € au titre de participation aux E.N.C.C.

Crédits AC : - 36 910 € au titre du Plan HOPITAL 2012

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 424/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 080 - N° FINESS USLD : 54 0006 780

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)915 377 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de meurthe-et-moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 425/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'Hôpital Intercommunal 3H Santé pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0019 007 - N° FINESS USLD : 54 0006 665

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 2/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital local intercommunal 3H santé entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital intercommunal 3H Santé entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 224 755 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 426/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0014 081 - N° FINESS USLD : 54 0012 747

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 4 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entrée en vigueur le 1er janvier 2004 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 284 326 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 427/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 049 - N° FINESS USLD : 54 0008 364

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 133 180€

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 428/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0006 707 - N° FINESS USLD : 54 0009 586

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 5 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entrée en vigueur le 1er janvier 2008 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 679 377 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 429/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 114 - N° FINESS USLD : 54 0008 737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)896 752 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 430/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0000 122 - N° FINESS USLD : 54 0009 578

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L .174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n°6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 933 256 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 N° 431/2012 du 3 mai 2012 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2012 - N° FINESS Entité juridique : 54 0002 078 - N° FINESS USLD : 54 0006 459

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 4/2009 en date du 30 novembre 2009, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Nancy entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012 fixant pour l'année 2012 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier universitaire de Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 20 %, au titre de l'année 2012.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2012 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)3 286 084 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0465 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Saint-André à Vandoeuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 452

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la clinique Saint-André à Vandoeuvre ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 15 618 € pour la clinique Saint-André à Vandoeuvre.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits AC : - 11 714 € au titre du Plan HOPITAL 2012

3 904 € au titre du financement des systèmes d'information hospitaliers.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4,rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0466 du 10 mai 2012 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2012 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L.6115-3, L.6115.4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10, L.162-22-14, L.162-22-15, R.162-41-3, R.162-42-4, R.174-22-1 ;

VU l'arrêté du 02 mars 2012 modifiant l'arrêté du 13 mars 2009 pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 portant détermination pour 2012 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L. 162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 15 mars 2012, fixant pour l'année 2012, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire SG/2012/145 du 9 mars 2012 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional créé par l'article 65 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2012/131 du 16 mars 2012 relative à la campagne tarifaire 2012 des établissements de santé ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine et la Clinique Ambroise Paré à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 17 223 € pour la Clinique Ambroise Paré à NANCY.

Article 2 : Cette dotation comprend :

Crédits AC : - 12 917 € au titre du Plan HOPITAL 2012

4 306 € au titre du financement des systèmes d'information hospitaliers.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté N° 0481 du 11 mai 2012 portant fixation du forfait annuel 2012 relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences pour la Polyclinique Gentilly - N° FINESS : 540 000 486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-6, L.162-22-10 ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée,

VU la loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012

VU le décret 2004-1539 du 30 décembre 2004 modifié, relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie ;

VU l'arrêté du 23 février 2012 fixant pour l'année 2012 l'objectif des dépenses d'assurance maladie commun aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie mentionné à l'article L. 162-22-9 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

ARRETE

Article 1er : Le montant du forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences est fixé pour la Polyclinique Gentilly à 513 001 €.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénéit- 54035- NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

VSSE**Extrait de l'arrêté N°190/2012/ARS/DT54 du 27 avril 2012 abrogeant l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1979 portant création des périmètres de protection du puits de Tonnoy et création des servitudes qui y sont attachées**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 1979 portant création des périmètres de protection des puits de Tonnoy et création des servitudes qui y sont attachées ;

VU la délibération du comité syndical intercommunal des eaux du plateau du Vermois en date du 26 mars 2012 procédant à la fermeture définitive de 2 puits situés sur la commune de Tonnoy ;

CONSIDERANT que les 2 puits situés sur la commune de Tonnoy ne sont plus en exploitation depuis 2001 ;
CONSIDERANT que la neutralisation de ces deux puits sécurise la ressource en eau et l'aquifère ALLUVIONS QUATERNAIRES DE LA MOSELLE ;

ARRETE**Article 1er** : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 18 octobre 1979 portant création des périmètres de protection des puits de Tonnoy et création des servitudes qui y sont attachées, devenu sans objet du fait de l'abandon de ces puits depuis 2001, est abrogé.

Article 2 : Situation

Les points d'eaux sont référencés comme suit :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu		Altitude (m)
				X=	Y=	Z=
Puits principal (n°1) Puits de secours (n°2)	Tonnoy	207 section C	02681X0088/P1 02682X0098/P2	888347 888187	2402033	232

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté est affiché à la mairie de Tonnoy pendant une durée minimale de deux mois.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être retirées du document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois.

Article 4 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président du syndicat intercommunal des eaux du plateau du Vermois, le maire de la commune de Tonnoy, le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

SECRETARIAT DE L'OFFRE DE SANTE, DE L'AUTONOMIE ET DE L'ANIMATION TERRITORIALE*Etablissements de santé***Arrêté n° 2012-413 en date du 2 mai 2012 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6162-7, L. 6162-8, D. 6162-1 à D. 6162-7 ;

VU le décret n° 2006-261 du 3 mars 2006, relatif aux Conseils d'Administration des Centres de Lutte contre le Cancer ;

VU l'arrêté n° 6 du 9 août 2010 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin ;

VU l'élection, en date du 23 mars 2012, de Monsieur le Docteur Didier SARTELET, pour représenter la Communauté Urbaine du Grand Nancy, VU la correspondance du Centre Alexis Vautrin en date du 26 avril 2012 désignant Monsieur le Docteur Bruno BOYER pour remplacer le Professeur CONROY dans sa fonction de représentant de la CME.

SUR proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Conseil d'Administration du Centre de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin est fixée comme suit :

- 1) Le représentant de l'Etat dans le département, Président de droit :
- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle.
- 2) Le Directeur de l'Unité de Formation et de Recherche de Médecine :
- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Doyen de la Faculté de Médecine de Nancy (fin de mandat en mars 2013).
- 3) Le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire :
- Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général du CHU de Nancy.
- 4) Une personnalité scientifique désignée par l'Institut National du Cancer :
- Madame Christiane BRANLANT, Directeur de recherche au CNRS (fin de mandat en août 2013).
- 5) Un représentant du Conseil Economique et Social Régional (CESR) :
- Monsieur Patrice SANGIER, Vice-Président du Conseil Economique et Social et Environnement de Lorraine (fin de mandat en février 2013).
- 6) Quatre représentants des personnels du Centre, dont deux désignés par la Commission Médicale et deux par le Comité d'Entreprise dont un ayant le statut de cadre :
- Monsieur le Professeur Didier PEIFFERT, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
- Monsieur le Docteur Bruno BOYER, représentant la Commission Médicale d'Etablissement (fin de mandat en septembre 2012),
- Madame Valérie MICHEL-DOLIVET, Cadre de santé, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2013),
- Madame Nacéra KHATLA, représentante du Comité d'Entreprise (fin de mandat en mai 2013).
- 7) Quatre personnalités qualifiées, dont au moins un médecin :
- Monsieur Didier SARTELET, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy (fin de mandat en avril 2015),
- Madame Dominique OLIVIER, Conseillère Générale de Meurthe-et-Moselle (fin de mandat en mai 2014),

- Madame Daouïa BEZAZ, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2013),
- Monsieur le Docteur Jean-Paul SCHLITTER, Secrétaire Général du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Ordre des Médecins (fin de mandat en février 2015).

8) Deux représentants des usagers :

- Monsieur André HUMBERT, représentant la Ligue Nationale contre le Cancer (fin de mandat en mai 2013),
- Monsieur le Docteur Roger SAFFROY (fin de mandat en mai 2013).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARS n°2012-0141 du 10 février 2012.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale et le Directeur Général du Centre Alexis Vautrin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 mai 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Jean-François BENEVISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

Arrêté du 3 mai 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du département de Meurthe-et-Moselle (IDCC n° 9541)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail, notamment les articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 ;

VU l'arrêté du 26 décembre 1977 du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche portant extension de la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe-et-Moselle ainsi que les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

VU l'avenant n° 82 du 17 janvier 2012 dont les signataires demandent l'extension ;

VU l'avis d'extension publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Département de Meurthe-et-Moselle paru le 16 avril 2012 ;

VU l'avis des membres de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission agricole des conventions et accords) ;

VU l'accord donné conjointement par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité, de l'aménagement du territoire ;

VU l'arrêté n° 12.BI.01 du 16 janvier 2012, portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean-François RAFFY, Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;

ARRETE

Article 1er : Les clauses de l'avenant n° 82 en date du 17 janvier 2012 à la convention collective de travail du 29 avril 1977 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage du Département de Meurthe et Moselle sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention [sous réserve de l'application des dispositions réglementaires relatives au salaire minimum de croissance].

Article 2 : L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article premier est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par la convention collective précitée.

Article 3 : Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 3 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Avenant n° 82 du 17 janvier 2012 à la convention collective de travail du 29 avril 1977
concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles,
d'aménagements ruraux et forestiers, et des CUMA de Meurthe-et-Moselle - IDCC : 9541

Entre :

- La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Meurthe et Moselle,
- Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagements Ruraux et Forestiers de Lorraine,
- La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle,

d'une part,

et :

- L'Union Régionale des Syndicats F.O.,
- L'Union Régionale des Syndicats C.F.T.C.,
- L'Union départementale des Syndicats C.F.D.T.,
- L'Union départementale des Syndicats C.G.T.,
- Le Syndicat National des Cadres des Entreprises Agricoles C.F.E. – C.G.C.,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Le SMIC est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Suite à revalorisation du taux du SMIC, les salaires des diverses catégories d'emploi de la convention collective concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles, d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle sont modifiés comme suit :

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le SMIC est fixé à 9,22 € depuis le 1er janvier 2012.

GRILLE DES SALAIRES DES OUVRIERS
REMUNERATION A L'HEURE

POSITIONS	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151,67 h)
Niveau I – Echelon A	9,22 €	1 398,40 €
Echelon B	9,29 €	1 409,01 €
Niveau II – Echelon A	9,38 €	1 422,66 €
Echelon B	9,44 €	1 431,76 €
Niveau III – Echelon A	9,54 €	1 446,93 €
Echelon B	9,65 €	1 463,62 €
Niveau IV – Echelon A	9,93 €	1 508,08 €
Echelon B	10,20 €	1 547,03 €

GRILLE DES SALAIRES DES OUVRIERS
REMUNERATION A LA TACHE**Chapitre 1 : Base de calcul :**

Base de calcul : taux horaire du Niveau I – Echelon I + indemnité de congés payés de 10 %, soit :

Au 01 janvier 2012 : 9,22 € + 0,92 € = 10,14 €

Chapitre 2 :

Les normes de cueillette et de récolte, par produit, sont fixées comme suit :

	PRIX A LA CAISSE (caisse = 100 kg)
<u>Mirabelles cueillies</u> : 32 kg/heure	31,69 €
<u>Mirabelles ramassées et triées</u> : 60 kg/heure	17,00 €
<u>Mirabelles tout venant</u> : 90 kg/heure	11,27 €
<u>Mirabelles cueillies sur verger piéton</u>	Gré à gré
<u>Quetsches cueillies</u> : 64 kg/heure	16,00 €
<u>Quetsches ramassées et triées</u> : 80 kg/heure	13,00 €
<u>Quetsches tout venant</u> : 110 kg/heure	9,22 €
<u>Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes</u> :	
- première et dernière semaines de cueillette : 10 kg/heure	101,40 €
- autres semaines : 15 kg/heure	67,60 €
<u>Pommiers de moins de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Pommiers de plus de 3 mètres</u> : 110 kg/heure	9,22 €
<u>Poiriers de moins de 3 mètres</u> : 150 kg/heure	7,00 €
<u>Poiriers de plus de 3 mètres</u> : 130 kg/heure	8,00 €
<u>Framboises de plein air en barquettes</u> : 3,5 kg/heure	289,71 €
<u>Cerises douces</u> : + 3 mètres : 12 kg/heure	84,50 €
- 3 mètres : 15 kg/heure	67,60 €
<u>Cerises acides</u> : 9 kg/heure	112,67 €
<u>Myrtilles</u> : 5.5 kg/heure	184,36 €

Les modalités de rémunération doivent être indiquées dans le contrat de travail écrit.

Un barème devra être remis au salarié lors de l'embauche, lorsqu'il est rémunéré à la tâche.

Chapitre 3 : Pesée

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

GRILLE DES SALAIRES DES TECHNICIENS ET AGENTS DE MAITRISE

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151, 67h)
Niveau I Echelon 1 – Technicien I Echelon 2 – Agent de maitrise et technicien	10,35 € 10,74 €	1 569,78 € 1 628,94 €
Niveau II Technicien Agent de maitrise	12,14 €	1 841,27 €

GRILLE DES SALAIRES DES CADRES

Nouvelle Classification (Avenant 79 du 17/06/2010)	Salaires horaires en euros	Salaires mensuels en euros (pour 151, 67h)
Cadres – Niveau I – Echelon 1	12,40 €	1 880,71 €
Cadres – Niveau I – Echelon 2	13,51 €	2 049,06 €
Cadres – Niveau II	16,60 €	2 517,72 €

Article 2 : Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2012 .

Article 3 : Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'Unité Territoriale 54 de la DIRECCTE LORRAINE , en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant la signature.

Laxou, le 17 janvier 2012.

Suivent les signatures.

SIGNATAIRES de l'AVENANT n° 82 du 17 janvier 2012 à la convention collective
concernant les exploitations de polyculture et d'élevage, de production de fruits, des entreprises de travaux agricoles,
d'aménagements ruraux et forestiers et des CUMA de Meurthe-et-Moselle.

Organisations patronales	Nom du signataire	Signature
La Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de Meurthe et Moselle.		
Le Syndicat Professionnel des Entrepreneurs de Travaux Agricoles, d'Aménagement Ruraux et Forestiers de Lorraine		
La Fédération Départementale des CUMA de Meurthe et Moselle		

Organisations syndicales de salariés	Nom du signataire	Signature
Union Départementale des syndicats C.F.D.T.		
Union Régionale des syndicats C.F.T.C.		
Union Régionale des syndicats F.O		
Union Départementale des syndicats C.G.T.		
Le Syndicat National des Cadres et Entreprises Agricoles C.F.E. /C.G.C.		

DIRECTION

Arrêté n° 20/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-151 en date du 04 mai 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat ;
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale du département de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle en matière d'ordonnancement secondaire, des recettes et dépenses de l'Etat imputées sur les titres 3, 5 et 6 relevant des programmes 102, 103, 111 et 155.

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle,
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 03/2012 en date du 26 mars 2012 est abrogé.

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégués ci-dessus désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 21/2012 du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur du Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-150 en date du 04 mai 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté interministériel du 30 mai 2011 nommant M. Philippe SOLD, responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, à

l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine dans les domaines visés au paragraphe 1 -travail/emploi- de l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine à l'effet de signer les actes, décisions et correspondances relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine et relatives à la gestion des personnels dans les domaines suivants :

- affectation fonctionnelle des personnels au sein de l'unité territoriale ;
- gestion courante des personnels de l'unité territoriale notamment, organisation générale, attribution des congés annuels, de maladie, de formation professionnelle
- imputabilité des accidents du travail au service
- établissement des cartes d'identité des fonctionnaires
- décisions d'attribution des éléments de rémunération accessoires des agents de catégories B et C

Article 3 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

à la présidence de la République et au Premier Ministre
aux Ministres
aux Parlementaires

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional
au Président du Conseil Général

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SOLD, Responsable de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la Direccte Lorraine, la délégation de signature qui lui est conférée sera exercée par :

- M. Philippe DIDELOT, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Christian HALLINGER, Directeur Adjoint de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle
- M. Raymond DAVID, Responsable du Pôle Entreprise et Emploi de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 04/2012 en date 26 mars 2012 est abrogé.

Article 6 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, et les subdélégataires ci-dessus mentionnés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 29/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-150 en date du 04 mai 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0862 du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à me Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-26 en date du 30 avril 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie et Responsable, par intérim (à compter du 21 mai 2012), du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie, à M. François KIFFER, Responsable, par intérim, du pôle Politique Travail et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente subdélégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à l'effet de signer :

- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du Pôle « Entreprises, Emploi et Economie » à Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS et M. Jean DE ZELICOURT ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement industriel à Mme Stéphanie MONIN ;
- les décisions, correspondances et documents relevant du domaine du développement international à M. Jean-Paul PAOLI ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du tourisme à Mme Chantal CARTAU ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine du commerce et de l'artisanat à M. Jean-Marie GRY et Mme Marie REDON ;
- les décisions, les correspondances et documents relevant du domaine des mutations économiques et du développement de l'emploi à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François KIFFER, subdélégation est donnée à M. Marc SONNET à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « politique Travail ».

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, subdélégation est donnée à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIMÉ, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO à l'effet de signer les décisions, correspondances et documents relevant de ses attributions dans les domaines d'activité du Pôle « Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et métrologie ».

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 12/2012 en date 26 mars 2012 est abrogé.

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégataires désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 14 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 30/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses de l'Etat, en faveur des Chefs de Pôles de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;

VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfet de la Meuse ;

VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2012-151 en date du 04 mai 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative à la gestion des budgets opérationnels de programme, des unités opérationnelles, et pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses s'y rattachant ;

VU l'arrêté n° 12.OSD.03 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012-0863 en date du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté n° DCTAJ n° 2012-A-27 en date du 30 avril 2012 du Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle ;

VU l'arrêté n° 2012/1037 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges ;

VU l'arrêté ministériel du 01 juin 2010 portant nomination de Mme Catherine LAGNEAU en qualité de Responsable du pôle entreprises, emploi et économie de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, Responsable du pôle Entreprises, Emploi et Economie et Responsable, par intérim (à compter du 21 mai 2012), du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie, à M. François KIFFER, responsable, par intérim, du pôle Politique Travail et à Mme Annie AIGUIER, Directrice du Travail de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine, à l'effet de signer, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, les décisions et actes relevant des attributions de la DIRECCTE Lorraine en matière d'ordonnancement secondaires des recettes et des dépenses de l'Etat imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 relevant des programmes suivants :

- BOP 102 : accès et retour à l'emploi
- BOP 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- BOP 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- BOP 134 : développement des entreprises et de l'emploi
- BOP 155 : moyens de fonctionnement des directions régionales, des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

- BOP 223 : tourisme
- BOP 305 : stratégie économique et fiscale

Article 2 : Sont exclus de la présente subdélégation :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévu par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour les programmes P 102, P 103, P 134 et P 223 à M. Jean DE ZELICOURT, Mme Emmanuelle ABRIAL, M. Jean-Marie FRANCOIS ;
- pour les programmes P 134 et P 223 et au titre de la certification du service fait et de la liquidation à M. Michel DELVOT ;
- pour le programme P 134 à Mme Stéphanie MONIN ;
- pour le programme P 223 et au titre de la certification du service fait à Mme Chantal CARTAU ;
- pour le programme P 103 et au titre de la certification du service fait à M. Bruno FERRY.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François KIFFER, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 111 à M. Marc SONNET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine LAGNEAU, la subdélégation visée à l'article 1er est donnée :

- pour le programme P 134 et au titre de l'ordonnancement secondaire des recettes en matière de métrologie à Mme Isabelle MUNOZ-BIENAIME, Mme Anne-Sophie MUSY et M. Claude MIO.

Article 4 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 13/2012 en date 26 mars 2012 est abrogé

Article 5 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et les subdélégués désignés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe-et-Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges et dont un exemplaire original sera adressé à M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Lorraine et du Département de la Moselle et à Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques du département de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 31/2012 du 14 mai 2012 portant subdélégation de signature en faveur de la Secrétaire Générale de la Direccte Lorraine

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;
VU le code de la consommation ;
VU le code du tourisme ;
VU le code de la sécurité sociale ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du 25 novembre 2010 nommant M. Christian GALLIARD de LAVERNEE, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense et de sécurité Est, Préfet de la Moselle ;
VU le décret du Président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du 03 août 2010 nommant Mme Colette DESPREZ, Préfète de la Meuse ;
VU le décret du 29 septembre 2011 nommant Mme Marcelle PIERROT, Préfète des Vosges ;
VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de
Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté n° 2012-150 en date du 04 mai 2012 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, relative au fonctionnement du service ;
VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.28 en date du 02 mai 2012 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012-0862 du 03 mai 2012 de la Préfète de la Meuse portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° DCTAJ n° 2012-A-26 en date du 30 avril 2012 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral n° 2012/1036 en date du 11 mai 2012 de la Préfète des Vosges portant délégation de signature à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
VU l'arrêté ministériel du 06 octobre 2011 portant nomination de Mme Marie-France RENZI en qualité de Secrétaire Générale de la DIRECCTE Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à Mme Marie-France RENZI, Secrétaire Générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

- 1) à l'administration centrale
- 2) aux titulaires d'un mandat électif national
- 3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi.

Article 3 : L'arrêté de subdélégation de signature n° 14/2012 en date du 26 mars est abrogé.

Article 4 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la secrétaire générale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, par intérim, sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges.

Nancy, le 14 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

Arrêté n° 33/2012 du 10 mai 2012 portant délégation de signature de Madame Danièle GIUGANTI en matière d'actions d'inspection de la législation du travail

Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

VU le code du travail, notamment son article R. 8122-2,

VU le code de l'environnement,

VU le code de la défense,

VU le code de l'éducation,

VU le code de l'action sociale et des familles,

VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

VU l'arrêté du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 19 avril 2012 portant nomination de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine,

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à M. Philippe SOLD, responsable de l'unité territoriale chargée des politiques du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de développement des entreprises de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, au nom de Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, les décisions ci-dessous mentionnées et de le représenter au sein des commissions visées ci-dessous :

Dispositions légales	Décisions
Code du travail, Partie 1	
Article L 1143-3 Article D 1143-6	PLAN POUR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE Décision d'opposition à un plan pour l'égalité professionnelle
Article D1232-4 du code du travail	CONSEILLERS DU SALARIÉ Préparation de la liste des conseillers du salarié
Article D1441-41 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Participation à la demande du maire aux commissions préélectorales
Article D1441-78 du code du travail	ELECTIONS PRUD'HOMALES Avis au Préfet sur la liste des bureaux de vote
Article L 1233-41 du code du travail Article D 1233-8	NOTIFICATION DES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Réduction des délais de notification des licenciements en cas d'accord collectif
Articles L 1233-56 et D 1233-12 et 13 du code du travail	LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES Avis sur la régularité de la procédure de licenciement collectif pour motif économique
Articles L 1233-57 et D 1233-13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Propositions d'amélioration ou de modifications du plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L 1233-52 et D 1233-11 et 13 du code du travail	PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI Constat de la carence d'un plan de sauvegarde de l'emploi
Articles L. 1237-14 et R. 1237-3 du code du travail	RUPTURE CONVENTIONNELLE Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail
Articles L. 1253-17 D. 1253-7 et 8 du code du travail	GROUPEMENT D'EMPLOYEURS Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs
Code du travail, Partie 2	
Article D2231-4 du code du travail Article D2231-8 du code du travail	ACCORDS COLLECTIFS Dépôt des accords Délivrance du récépissé d'adhésion ou dénonciation
Article L. 2143-11 du code du travail	DÉLÉGUÉ SYNDICAL Décision de suppression du mandat de délégué syndical
Article L. 2312-5 du code du travail	DÉLÉGUÉS DE SITE Décision fixant le nombre et la composition des collèges électoraux Décision fixant le nombre des sièges et leur répartition entre les collèges
Article L 2314-11 du code du travail Article R 2314-6 du code du travail	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux et fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories
Article L. 2322-7 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision autorisant ou refusant d'autoriser la suppression du comité d'entreprise
Article L. 2324-13 du code du travail	COMITÉ D'ENTREPRISE Décision fixant la répartition du personnel entre les collèges électoraux pour les élections au comité d'entreprise et décision fixant la répartition des sièges entre les différentes catégories

Article L. 2327-7 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision fixant le nombre d'établissements distincts et la répartition des sièges entre les différents établissements pour les élections au comité central d'entreprise
Article L. 2333-4 du code du travail	COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE Décision répartissant les sièges au comité de groupe entre les élus du ou des collèges électoraux
Article R2332-1 du code du travail	COMITÉ DE GROUPE Répartition des sièges au comité de groupe
Article R2323-39 du code du travail	CESSATION D'ENTREPRISE - DÉVOLUTION DES BIENS DU COMITÉ D'ENTREPRISE Surveillance de la dévolution des biens du CE
Code du travail, Partie 3	
Articles L 3121-35 et L 3121-36, Articles R 3121-23 et R 3121-28 du code du travail	DURÉE DU TRAVAIL Décisions relatives aux dérogations en matière de durée maximale hebdomadaire et durée maximale moyenne hebdomadaire
Article D3141-35 du code du travail	CAISSES DE CONGÉS Désignation des membres de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article R3232-6 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL - LIQUIDATION JUDICIAIRE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE... Proposition au Préfet de faire payer directement l'allocation spécifique aux salariés
Articles L3345-2, D3345-5 du code du travail	ACCORD D'INTÉRESSEMENT, DE PARTICIPATION, PEE, PEI, PLANS DE RETRAITE COLLECTIF Accusé réception
Article R3332-6 du code du travail	PLANS D'ÉPARGNE D'ENTREPRISES Accusé réception des PEE
Article D3323-7 du code du travail	ACCORDS DE PARTICIPATION Accusé réception des accords de branche de participation
Code du travail, Partie 4	
Article L 4154-1 du code du travail Article D 4154-3 Article D1242-5 Article D 1251-2	CDD-INTÉRIMAIRES - TRAVAUX DANGEREUX Décision dérogeant à l'interdiction d'employer des CDD et salariés temporaires à des travaux figurant à l'article D 4154-1
Article R 4524-7 du code du travail	COMITÉ INTERENTREPRISES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL (ICPE - PPRT) Présidence du CISST
Articles R. 4533-6 et 4533-7 du code du travail	CHANTIERS VRD Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4 du code du travail
Article L. 4721-1 du code du travail	MISE EN DEMEURE DU DIRECCTE Mise en demeure de prendre des mesures pour remédier à une situation dangereuse résultant d'une infraction aux dispositions des articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4522-1 et L. 4221-1 du code du travail
Article L 4741-11 du code du travail	ACCIDENT DU TRAVAIL - RELAXE - PLAN DE RÉALISATION DE MESURES DE SÉCURITÉ Avis sur le plan
Article 8 du Décret n° 2005-1325 du 26 octobre 2005 modifié relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique	CHANTIERS DE DÉPOLLUTION PYROTECHNIQUE Approbation de l'étude de sécurité
Code du travail, Partie 5	
Article R5122-15 du code du travail	CHÔMAGE PARTIEL Visa des états de remboursement nominatifs
Article R5213-39 du code du travail	TRAVAILLEURS HANDICAPÉS Décision de reconnaissance de la lourdeur du handicap Attribution de l'aide relative au salaire
Article D5424-45 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES - BTP Présidence de la commission chargée de statuer sur les litiges
Article D5424-8 du code du travail	CAISSE INTEMPÉRIES - BTP Détermination des périodes d'arrêt saisonnier
Article L5332-4 du code du travail Article R5332-1 du code du travail	OFFRES D'EMPLOIS Levée de l'anonymat
Article R5422-3 du code du travail	DEMANDEURS D'EMPLOIS - ASSURANCE CHÔMAGE-TRAVAILLEURS MIGRANTS Détermination du salaire de référence
Code du travail, Partie 6	
Article L. 6225-5 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE- PROCÉDURE D'URGENCE Décision de reprise ou non de l'exécution du contrat d'apprentissage
L 6225-6 du code du travail R 6225-11 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision relative au recrutement de nouveaux apprentis
Article R 6224-7 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Décision de refus d'enregistrement d'un contrat d'apprentissage
Article R6222-58 du code du travail	CONTRAT D'APPRENTISSAGE Attribution des primes aux employeurs
Article R6325-20 du code du travail	CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION Décision de retrait du bénéfice des exonérations de cotisations sociales
Article D6352-39 du code du travail	CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE Attribution de subventions
Code du travail, Partie 7	
Article R7123-8 du code du travail	AGENCES DE MANNEQUINS Avis au Préfet sur l'attribution de la licence

Article R7124-4 du code du travail	EMPLOI DES ENFANTS DANS LE SPECTACLE, LES PROFESSIONS AMBULANTES, LA PUBLICITÉ ET LA MODE Décisions individuelles d'autorisation d'emploi
Article R7413-2 du code du travail	TRAVAILLEURS À DOMICILE Demande de contrôle des registres de comptabilité matières et fournitures
Code du travail, Partie 8	
Article R8253-3 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Notification à l'employeur – recueil des observations
Article R8253-11 du code du travail	MAIN D'ŒUVRE ÉTRANGÈRE – CONTRIBUTION SPÉCIALE TRAVAILLEUR ÉTRANGER SANS TITRE Proposition de réduire le montant de la contribution spéciale
Code rural	
R 713-26 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> concernant un type d'activités sur le plan départemental ou local adressée par une organisation patronale (« demande collective »)
R 713-28 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u> (par une entreprise)
R 713-32 du code rural	DURÉE DU TRAVAIL dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire absolue</u>
Transports	
Art. 5 Décret n°2000-118 du 14 février 2000 (modifié D. 2009-1377) relatif à la durée du travail dans les entreprises de transport public urbain de voyageurs	DURÉE DU TRAVAIL En cas de circonstances exceptionnelles dérogation à la <u>durée maximale hebdomadaire moyenne</u>
Code de l'environnement	
Décret n° 2005-82 du 1er février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement	ICPE Membre du comité local d'information et de concertation
Article R 512-21	ICPE Demande d'avis du Préfet sur demande d'autorisation d'installation classée
Code de la défense	
Article R2352-101 du code de la défense	EXPLOITATION D'UNE INSTALLATION DE PRODUITS EXPLOSIFS Avis au Préfet sur dossier de demande d'agrément technique
Code de l'éducation	
Article R338-6 du code de l'éducation Article R338-7 du code de l'éducation	TITRE PROFESSIONNEL Désignation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires Délivrance des titres professionnels, des certificats de compétences professionnelles
Article 1 Décret n° 2004-220 du 12 mars 2004 relatif aux comités d'orientation et de surveillance des zones franches urbaines.	ZONE FRANCHE URBAINE Membre du comité d'orientation et de surveillance institué dans chaque zone franche urbaine
Code de l'action sociale et des familles	
Article R241-24 du Code de l'action sociale et des familles	PERSONNES HANDICAPÉES Membre de la commission départementale des droits et de l'autonomie des personnes handicapées

Article 2 : M. Philippe SOLD pourra donner délégation à un ou plusieurs agents de l'inspection du travail placés sous son autorité aux fins de signer en tout ou partie les actes visés dans la présente délégation. Il adressera copie de sa décision de subdélégation à Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et se chargera de sa publication au recueil départemental des actes administratifs.

Article 3 : L'arrêté n° 16/2012 en date du 26 mars 2012 est abrogé.

Article 4 : Mme Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2012

La Directrice Régionale,
Danièle GIUGANTI

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 30 avril 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Briey au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 5 mars 2012 présentée par Monsieur Thomas WILLAUME – Directeur de l'association Aux Frontières du Pixel – bureau 122 Le Corbusier – 1 avenue Pierre Giry – 54150 BRIEY ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association Aux Frontières du Pixel - Bureau 122 Le Corbusier – 1 avenue Pierre Giry – 54150 BRIEY SIRET 493 296 180 000 26 Code NAF 9312Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 30 avril 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Gye au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives complémentaires validées par l'autorité administrative le 12 mars 2012 présentées par Madame BOIVIN Mélanie – Présidente de l'association BOU'DE NATURE – 15 rue Saint-Mansuy – 54113 GYE ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association BOU'DE NATURE - 15 rue Saint-Mansuy – 54113 GYE

SIRET 522 118 017 000 22 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 30 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Décision du 10 mai 2012 portant agrément d'une entreprise solidaire à Nancy au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 12 avril 2012 présentée par Madame CHÉRON Véronique – Présidente de l'association RENCONTRES MUSICALES EN LORRAINE – 7/11 rue Saint-Lambert – BP 83647 – 54096 NANCY Cedex ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

D E C I D E

Article 1er : L'association RENCONTRES MUSICALES EN LORRAINE - 7/11 rue Saint-Lambert - BP 83647 - 54096 NANCY Cedex

SIRET 401 825 211 000 30 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 10 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté N° 2012-DREAL-RMN-62 du 3 mai 2012 autorisant la capture à des fins scientifiques de spécimens d'espèces animales protégées (chiroptères)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à 5 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 30 janvier 2012 formulée par la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC) et le dossier présenté au président de la commission faune du Conseil National de Protection de la Nature ;

VU l'avis favorable sous conditions du Conseil National de Protection de la Nature commission faune n°12/174 en date du 16 mars 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur la capture à des fins scientifiques de spécimens de chiroptères protégées ;

CONSIDÉRANT l'intérêt des captures pour la protection de la faune sauvage ;

CONSIDÉRANT l'absence de solution technique pertinente et satisfaisante pour la réalisation des captures ;

CONSIDÉRANT que la demande de dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

CONSIDÉRANT ainsi que les conditions d'octroi d'une dérogation à l'interdiction de capture avec relâcher de chiroptères protégées se trouvent ici réunies ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine :

ARRETE

Article 1er : Identité des bénéficiaires

Le bénéficiaire de la dérogation est la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC). Le mandataire est M. POUPART Timothée, 35 rue Derrière-Saint-Martin – 54 460 LIVERDUN.

Article 2 : Nature de la dérogation

M. POUPART Timothée est autorisé à déroger à l'interdiction de capture et relâcher dans un but scientifique, de toutes les espèces de chauves-souris présentes en Lorraine à l'exception des espèces figurant à l'arrêté du 9 juillet 1999 modifié.

Cette dérogation aux interdictions a comme objectifs la protection de la faune, la conservation des habitats, l'inventaire de population, l'étude écoéthologique (hors intervention dans le cadre de travaux relevant des dérogations au titre des « infrastructures » au sens large).

Elle s'inscrit dans le cadre du plan national de restauration des Chiroptères en France métropolitaine, décliné en Lorraine dans un plan de restauration régional.

Article 3 : Localisation

Les dérogations aux interdictions listées à l'article 2 sont réalisées sur l'ensemble des communes du département de la Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements des codes de déontologie de la CPEPESC Lorraine pour le sauvetage et la capture temporaire des chauves-souris.

Il est notamment interdit de réaliser des captures dans une colonie de mise-bas ou d'hibernation (pendant la période du 15 novembre au 1er mars).

Les animaux capturés au filet sont relâchés sur place. Les animaux trouvés morts doivent être transmis au service diagnostic de la rage à Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail à MALZEVILLE.

Article 5 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation transmet un rapport de ses activités à la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine (CPEPESC). Celle-ci établit un rapport de synthèse au niveau régional et le transmet aux Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine et de Franche-Comté ainsi qu'au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement - Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature - Direction de l'eau et de la biodiversité.

De plus, les données sont intégrées à la base de données nationale.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation

La présente dérogation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté et permet la réalisation des activités visées aux articles 2 à 4 jusqu'au 31 décembre 2012.

Article 7 : Autres procédures

La présente décision ne dispense pas de l'obtention d'autres accords ou autorisations par ailleurs nécessaires pour la réalisation de l'opération sus-mentionnée.

Article 8 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 2, 3 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Droits de recours et information des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification,

- par les tiers, dans un délai de 2 mois à compter de la publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 11 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à la Commission de Protection des Eaux, du Patrimoine, de l'Environnement, du Sous-sol et des Chiroptères de Lorraine ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;

- et dont copie sera adressée à :

* Madame la Sous-préfète de Briey,

* Monsieur le Sous-préfet de Toul,

* Monsieur le Sous-préfet de Lunéville

* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

* Monsieur le Délégué du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

* Monsieur le Directeur du service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

* Madame le Ministre de l'Ecologie, du développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,

* Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Président du Conseil Régional de Lorraine.

Metz, le 3 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Régional,

Par subdélégation, la Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,

Marie-Pierre LAIGRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 7 mai 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la DDFIP de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;
VU le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;
VU les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
SUR proposition de M. le Directeur départemental des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : La Conservation des Hypothèques de Nancy (Meurthe-et-Moselle) sera fermée, à titre exceptionnel, les vendredi 6 juillet et lundi 9 juillet 2012.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la préfecture et le Directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 7 mai 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Arrêté du 9 mai 2012 portant délégation de signature

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 14 ;
VU le code général des impôts, et notamment l'article 431 de son annexe III ;

ARRETE

Article unique : Délégation de signature est donnée, à l'effet de prendre des décisions accordant la dispense de versement, la refusant ou constatant la force majeure au nom du directeur régional/départemental des finances publiques, aux agents dont les noms suivent :

- M. Gabriel GANZENMULLER, Administrateur des finances publiques; responsable du Pôle Gestion Fiscale.

Nancy, le 9 mai 2012

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 9 mai 2012 portant délégation de signature

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre des procédures fiscales, et notamment son article R* 260 A-1 ;
VU la décision du Directeur général des finances publiques du 7 novembre 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est accordée à :

- M. Gabriel GANZENMULLER, Administrateur des finances publiques; responsable du Pôle Gestion Fiscale,

- M. Christophe DUCHENE, Administrateur des finances publiques adjoint, responsable de la division des particuliers, des missions foncières, des amendes et du recouvrement forcé,

en vue d'autoriser la vente des biens meubles saisis.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 9 mai 2012

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral DCTAJ-2012-A-25 du 19 avril 2012 portant délégation de signature de

M. Christian GAILLARD de LAVERNEE, Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense Est, Préfet du département de la Moselle à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral DCTAJ-2012-A-25 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,

- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, Contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Moselle et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département de la Moselle et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral du 24 avril 2012 portant délégation de signature de M. Pierre-Etienne BISCH, Préfet du département du Bas-Rhin à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAEALTER, Contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Bas-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département du Bas-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 2012118-0020 du 27 avril 2012 portant délégation de signature de M. Alain PERRET, Préfet du département du Haut-Rhin à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012118-0020 du 27 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle , délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAEALTER, Contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Haut-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département du Haut-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33, La décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des Finances Publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012, l'arrêté préfectoral n° 2012-948 du 20 avril 2012 portant délégation de signature de Mme Marcelle PIERROT, Préfète du département des Vosges à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012- 948 du 6 avril 2010 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Inspecteur Divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, Contrôleurs.

Article 2 : La préfète du département des Vosges et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour la Préfète du département des Vosges et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 16 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33, la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012, l'arrêté préfectoral n°1349 du 16 avril 2012 portant délégation de signature de M. Claude MOREL, Préfet du département de la Haute-Marne à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 1349 du 16 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, Contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, Contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Haute-Marne et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme le Directeur départemental.

Nancy, le 16 mai 2012

Pour le Préfet du département de la Haute-Marne et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/208 du 20 avril 2012 portant dissolution de l'association foncière de Griscourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, livre 1er (nouveau) portant sur les associations foncières (partie législative et réglementaire) ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 08 octobre 1987 portant institution d'une association foncière dans la commune de GRISCOURT ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU la délibération 29 avril 2011 du bureau de l'association foncière de GRISCOURT décidant de transmettre à la commune son patrimoine et de demander sa dissolution ;
VU la délibération du 31 mai 2011 du conseil municipal de GRISCOURT acceptant la remise de ce patrimoine et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;
VU la délibération du 11 octobre 2011 du conseil municipal de VILLERS EN HAYE acceptant l'intégration dans son patrimoine des chemins appartenant à l'association foncière de GRISCOURT situés sur le territoire de la commune de VILLERS EN HAYE, et s'engageant à assurer, dans l'avenir, l'entretien des ouvrages créés à l'occasion du remembrement ;
VU l'acte administratif publié aux hypothèques de Toul le 15 novembre 2011 ;

CONSTATANT que l'association foncière de GRISCOURT n'a pas effectué de travaux depuis plus de trois ans et qu'elle est donc sans activité réelle en rapport avec son objet ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'association foncière de GRISCOURT est dissoute.

Article 2 : Le patrimoine foncier de l'association foncière de GRISCOURT est transféré aux communes de GRISCOURT et VILLERS EN HAYE qui en assureront l'entretien.

Article 3 - Le reliquat de trésorerie de l'association foncière de GRISCOURT sera versé à la caisse du receveur municipal de la commune de GRISCOURT.

Article 4 - Le sous-préfet de Toul, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie de GRISCOURT, de VILLERS EN HAYE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 20 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/243 du 27 avril 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Mehoncourt

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 02 septembre 1992 portant institution de l'association foncière de MEHONCOURT ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de MEHONCOURT en date du 14 mars 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de MEHONCOURT en date du 21 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de MEHONCOURT ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts (complet) de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 20 mars 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MEHONCOURT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 21 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MEHONCOURT, adressé au président de l'association foncière de MEHONCOURT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 27 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/244 du 27 avril 2012 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Nonhigny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 16 janvier 2012 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 mars 1973 portant institution de l'association foncière de NONHIGNY ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de NONHIGNY, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 11 avril 2012 du président de l'association foncière de NONHIGNY ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de NONHIGNY sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de NONHIGNY.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de NONHIGNY ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 27 avril 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté n° 266 du 2 mai 2012 portant autorisation du tir de nuit du sanglier avec usage de source lumineuse du 1er mai au 31 mai

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 19 pluviôse an v et notamment son article 5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les secteurs identifiés comme « points noirs » du fait des dégâts de sangliers ;

VU la demande de M. le président de la FDSEA en date du 25 avril ;

VU la demande de M. le président de la fédération départementale des chasseurs en date du 19 avril 2012 ;

CONSIDERANT les prélèvements insuffisants de sanglier par la chasse ;

CONSIDERANT les dégâts occasionnés par les sangliers dans les cultures et prairies du département, ainsi que l'enjeu de prévenir les dégâts dans les semis de printemps ;

CONSIDERANT les dégâts agricoles exceptionnels de gel du mois de février 2012, qui entraînent une augmentation très importante des surfaces semées en maïs dans le département ;

VU l'avis de M. le directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : M. Patrick MASSENET, président de la fédération départementale des chasseurs, est chargé d'organiser des tirs de sangliers de nuit avec des sources lumineuses du 1er au 31 mai 2012. Il se fera assister par les chasseurs dont la liste est annexée au présent arrêté ; cette liste précise le territoire qui leur est respectivement attribué.

Article 2 : Ce tir de nuit sera mis en œuvre sur les communes suivantes :

AINGERAY, ANSAUVILLE, ATTON, AVRIL, BEAUMONT, BEZANGE-LA-GRANDE, BOUCQ, BRIEY, CIREY-SUR-VEZOUZE, CREPEY, DENEUVRE, DOMEVRE-EN-HAYE, DOMMARTIN-LES-TOUL, FAVIERES, FENNEVILLER, FLIN, FONTENOY-LA-JOUTE, FRAMBOIS, GEMONVILLE, GLONVILLE, GONDREVILLE, GYE, HAMONVILLE, HERIMENIL, HOUELMONT, LAGNEY, LARONXE, LIVERDUN, LOROMONTZEY, MAGNIERES, MANDRES-AUX-QUATRE-TOURS, MANONCOURT-EN-WOEVRE, MARTHEMONT, MATTEKEY, MENIL-LA-TOUR, MINORVILLE, MORVILLE-SUR-SEILLE, MOUSSON, MOUTIERS, MOYEN, NEUFMAISONS, PETITMONT, PEXONNE, ROYAUMEIX, SAINT-BOINGT, SAINT-GERMAIN, SAINT-REMY-AUX-BOIS, SAIZERAIS, SANZEY, SAULXEROTTE, SELAINCOURT, SEXEY-LES-BOIS, THUILLEY-AUX-GROISELLES, TREMBLECOURT, TRONDES, VATHIMENIL, VITERNE.

Article 3 : Ce tir de nuit ne pourra être réalisé que par les chasseurs autorisés. Ils devront être titulaires du permis de chasse, disposer d'une assurance chasse couvrant ce type de tir, avoir bénéficié d'une formation spécifique dispensée par la fédération des chasseurs de Meurthe-et-Moselle. Ces chasseurs devront être porteurs du présent arrêté préfectoral et devront le présenter à toute réquisition de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, de la gendarmerie ou d'un lieutenant de louveterie. Le chasseur peut être accompagné par un auxiliaire, figurant dans la liste annexée, autorisé à utiliser la source lumineuse uniquement en présence du chasseur autorisé. L'auxiliaire n'est pas autorisé à tirer, ni à être muni d'une arme.

Article 4 : Les tirs ne peuvent avoir lieu que depuis un poste fixe matérialisé de main d'homme, ce poste est surélevé sauf si la topographie ne l'exige pas. La fédération des chasseurs de Meurthe-et-Moselle est chargée de s'assurer sur place que ces postes de tir sont compatibles avec des conditions optimales de sécurité. La fédération des chasseurs établira une cartographie de la localisation des postes qu'elle transmettra à la direction départementale des territoires et à l'ONCFS.

Article 5 : Les postes fixes seront implantés sur ou à proximité des cultures à protéger.

Article 6 : Le tireur devra utiliser une arme à canon rayé équipée d'une lunette de tir et sans bretelle. Les tirs devront être fichant et de courte distance. Tout déplacement du tireur devra se faire avec l'arme déchargée et sous étui. Le tireur devra être équipé d'une source lumineuse

Article 7 : La recherche d'un sanglier blessé lors du tir de nuit se fera de jour avec l'aide d'un chien de sang.

Article 8 : Avant chaque sortie, les chasseurs d'une même commune se coordonnent et sont chargés de prévenir la brigade de Gendarmerie concernée ainsi que l'office national de la chasse et de la faune sauvage avant 18h par e-mail (sd54@oncfs.gouv.fr) ou par fax (03.83.73.09.73).

Article 9 : Après chaque sortie, le chasseur adressera par e-mail (sd54@oncfs.gouv.fr) ou par fax (03.83.73.09.73), à l'office national de la chasse et de la faune sauvage un compte rendu d'exécution mentionnant les animaux vus, le nombre de tir et le nombre d'animaux tués.

Article 10 : L'office national de la chasse et de la faune sauvage est en charge du contrôle de cette mesure.

Article 11 : L'autorisation de tir peut être suspendue à tout moment pour tout ou partie des personnes autorisées.

Article 12 : Cet arrêté est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut prendre la forme d'un recours gracieux devant le Préfet, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy.

Article 13 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme et MM. les sous-préfets ainsi que le président de la fédération départementale des chasseurs sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au président de la fédération départementale des chasseurs, au Chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée aux colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, président de la chambre départementale d'agriculture, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, président des jeunes agriculteurs 54, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office nationale des forêts, mesdames et messieurs les maires des communes listées à l'article 2 pour affichage en mairie et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 2 mai 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

La liste des chasseurs est consultable en DDT – Service AFC – unité chasse.

Unité forêt chasse**Arrêté n° 264 du 7 mai 2012 relatif aux engagements dans le dispositif de la prime herbagère agroenvironnementale - Campagne 2012**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) n° 1290/2005 du conseil du 21 juin 2005 relatif au financement de la politique agricole commune ;

VU le règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), notamment son article 39 ;

VU le règlement (UE) n° 65/2011 de la commission du 27 janvier 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil en ce qui concerne l'application de procédures de contrôle et de conditionnalité pour les mesures de soutien au développement rural ;

VU le règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil ;

VU le règlement (CE) n° 73/2009 du conseil du 19 janvier 2009 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct en faveur des agriculteurs dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifiant les règlements (CE) n° 1290/2005, (CE) n° 247/2006 et (CE) n° 378/2007, et abrogeant le règlement (CE) n° 1782/2003 ;

VU le code rural ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.414-1 à L.414-3, les articles L.213-10 et suivants et l'article L.212-1, L.212-2 et L.212-2-1 ;
VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration ;
VU le programme de développement rural hexagonal ;
VU le décret n° 2007-1342 du 12 septembre 2007 relatif aux engagements agroenvironnementaux et modifiant le code rural ;
VU l'arrêté du 12 septembre 2007 modifié relatif aux engagements agroenvironnementaux ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Présentation du dispositif

En application de l'article 36 a) IV) du règlement (CE) n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, des engagements agroenvironnementaux tels que définis par le décret n° 2007-1342 susvisé peuvent porter sur les actions de gestion extensive des prairies figurant dans le programme de développement rural hexagonal et qui sont reprises dans l'annexe au présent arrêté, dans la limite des crédits affectés à ce dispositif.

Ce dispositif est dénommé « prime herbagère agroenvironnementale » (PHAE2).

Article 2 : Condition d'éligibilité

Sont éligibles à la PHAE2 les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- Appartenir à l'une des catégories suivantes :

- * personnes physiques exerçant des activités réputées agricoles au sens de l'article L. 311-1 du code rural, âgées de dix-huit ans au moins et de moins de 60 ans au 1er janvier de l'année de la demande ;
- * les sociétés exerçant des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions de l'article L. 341-2 du code rural et qu'au moins un des associés-exploitant répondent aux conditions relatives aux personnes physiques ;
- * les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles au sens de la première phrase de l'article L. 311-1 du code rural ;
- * les personnes morales qui mettent des terres à disposition d'exploitants de manière indivise. Elles sont dites « entités collectives ».

- Etre à jour auprès de l'agence de l'eau, au 15 mai de l'année de la demande d'engagement, du paiement de la redevance pour pollution de l'eau d'origine non domestique au titre de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement ou de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau au titre de l'article L. 213-10-9 du code de l'environnement, s'ils sont assujettis à l'une ou l'autre de ces redevances.

- Avoir déposé une demande d'engagement et un dossier de déclaration de surfaces réputées recevables.

- Appartenir à la catégorie suivante :

- * Les jeunes agriculteurs récemment installés ayant bénéficié d'une aide à l'installation prévue à l'article D.343-3 du code rural et de la pêche maritime, que le plan de développement économique de leur exploitation intègre ou non la PHAE.

Par ailleurs, pour les demandeurs individuels, l'exploitation doit respecter les critères suivants :

- le taux de spécialisation herbagère, calculé conformément aux instructions ministérielles, est supérieur ou égal à 75 %
- le chargement, calculé conformément aux instructions ministérielles, est compris entre 0,20 et 1,4 UGB par hectare.

Article 3 : Engagements généraux

Par le dépôt de sa demande, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée par un engagement juridique, durant 5 ans à compter du 15 mai 2012 :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ainsi que les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;
- à ne pas diminuer la surface totale engagée dans le dispositif, sauf à transmettre les engagements souscrits à un repreneur éligible susceptible de les poursuivre jusqu'à leur terme ;
- à respecter, sur l'ensemble des surfaces concernées, le cahier des charges décrit dans la notice explicative figurant en annexe ;
- à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier de demande d'aide PAC et à fournir les documents dont la liste est fixée par instruction ministérielle ;
- à conserver l'ensemble de ces documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre ans après la fin de l'engagement ;
- à signaler au préfet toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles.

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

A compter de 2014, interviendra un nouveau règlement de développement rural, il appartiendra au souscripteur de se conformer aux nouvelles règles susceptibles d'entrer en application pour continuer à percevoir les annuités restantes à compter de 2014. A défaut, il aura la possibilité de renoncer aux engagements souscrits sans remboursement ni pénalité.

Article 4 : Rémunération de l'engagement

En contrepartie de son engagement en PHAE2, le montant des mesures que peut solliciter un demandeur individuel est de 76 euros par hectare engagé dans la mesure PHAE2.

Lorsque des surfaces situées dans un autre département que le département de Meurthe-et-Moselle sont engagées en PHAE2, le montant unitaire versé en contrepartie de l'engagement de ces surfaces sera celui défini dans le département en question pour la mesure souscrite.

Le total des aides versées à un exploitant individuel au titre de la PHAE2, ne pourra dépasser 7 600 euros par an. En conséquence, aucun engagement qui conduirait, une année au moins, à dépasser ce montant ne pourra être accepté.

Pour les groupements agricoles d'exploitation en commun résultant de la fusion d'exploitations autonomes préexistantes, le montant maximum des aides défini ci-dessus peut être multiplié par le nombre d'exploitations regroupées, dans la limite du nombre d'associés éligibles et dans la limite maximale de trois.

Les engagements dont la contrepartie financière annuelle serait inférieure à 300 euros ne seront pas acceptés.

Chaque engagement fera l'objet d'une décision préfectorale. Après avoir pris connaissance des modalités financières définitives, le demandeur pourra renoncer en 2012 à son engagement sans pénalités, dans un délai de 15 jours.

Article 5 : Précision sur le cahier des charges

Les pelouses calcaires, les prairies permanentes situées en zone inondable (cartographie communale disponible en mairie) présentent un intérêt particulier pour la préservation de la biodiversité des exploitations agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Il en est de même pour les prairies permanentes disposant au minimum de 15 espèces floristiques différentes, à l'exclusion des espèces suivantes : ortie (*urtica* sp.), chardon (*cirsium arvense*), rumex sp., pissenlit (*taraxacum* sp.) et renoncule (*ranunculus arvensis*).

Ces surfaces peuvent être comptabilisées dans le cadre des obligations de détention minimale d'éléments de biodiversité, mentionnées dans le cahier des charges de la PHAE2, un hectare de ces surfaces correspondant à un hectare de surface de biodiversité.

Article 6 : Exécution et diffusion de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Une copie de l'arrêté sera transmise pour information au délégué régional de l'ASP.

Nancy, le 7 mai 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 267 du 27 avril 2012 fixant les plans de chasse dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la campagne 2012/2013

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage de gibier ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse sanglier ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle en date du 3 avril 2012 ;

VU l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 4 avril 2012 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : Sur l'ensemble des territoires de chasse du département, le nombre maximum de têtes de grand gibier soumis à plans de chasse qui peuvent être tuées et le nombre minimum de têtes qui doivent être tuées sont fixées comme ci-après.

- hors enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	6 500	75	75	75	225	5 000	0	0	0
MAXI	14 000	240	300	360	900	20 000	25	60	25

- en enclos, au sens de l'article L 424-3 du code de l'environnement :

	Chevreaux	Cerfs	Biches	Jeunes	Total Espèce Cerfs	Sangliers	Cerfs sika	Daims	Mouflons
MINI	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MAXI	50	5	5	5	15	50	20	60	20

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 27 avril 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

Arrêté n° 268 du 9 mai 2012 autorisant les lieutenants de louveterie à organiser des tirs de sangliers avec des sources lumineuses à compter du 9 mai jusqu'au 31 mai 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-6, L 427-1 à L 427-3 et R 427-1 à R 427-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2009 portant nomination des lieutenants de louveterie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.112 du 27 octobre 2011 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU les secteurs à dégâts de sangliers du département ;

VU les plaintes d'agriculteurs du département ;

CONSIDERANT les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures et prairies dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;

CONSIDERANT les dégâts agricoles exceptionnels de gel du mois de février qui entraînent une augmentation des surfaces semées en maïs dans le département ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les lieutenants de louveterie du département sont chargés d'organiser des tirs de sangliers, de jour comme de nuit avec des sources lumineuses, sur le territoire de leurs secteurs respectifs, à compter du 9 mai 2012 jusqu'au 31 mai 2012 pour limiter les dégâts.

Article 2 : Ils pourront s'adjoindre les services de leurs suppléants et des agents de l'environnement du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage. Ils pourront également être accompagnés du nombre d'auxiliaires voulus sous leur autorité.

Article 3 : Pendant cette période, les lieutenants de louveterie interviendront notamment sur demande expresse des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 : Avant chaque sortie le lieutenant de louveterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 : Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale des territoires avant le 31 mai 2012 par chaque louveter.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme et M. les sous-préfets ainsi que tous les lieutenants de louveterie sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur départemental de la sécurité publique, au président de la chambre départementale d'agriculture, au président de la fédération

départementale des syndicats d'exploitants agricoles, au président des jeunes agriculteurs 54, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 9 mai 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRE

La liste des lieutenants de louveterie est consultable à la DDT – Service AFC – Unité Forêt Chasse.

AUTRES SERVICES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANCY

Décision administrative du 16 décembre 2011 portant délégation de signature du Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy

Le Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique – 3ème partie ;
VU le décret n° 2005-1113 du 30 août 2005 modifiant le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture ;
VU le décret n° 84-263 du 09 avril 1984 relatif aux enseignements organisés dans les écoles d'architecture ;
VU le décret n° 98-2 du 02 janvier 1998 fixant les conditions de validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès aux études d'architecture ;
VU le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture ;
VU le décret du ministre de la Culture et de la Communication en date du 06 avril 2009 portant nomination de monsieur Lorenzo DIEZ, Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.17 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire pour les opérations de liquidation et de liaison dans le cadre de la paye sans ordonnancement préalable à l'école d'architecture de Nancy

DECIDE

Article 1er : Une délégation générale et permanente est donnée à madame Bernadette CLAVEL, directrice adjointe, à l'effet de signer tout document relatif à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy.

Cette délégation inclut les ordres de mission concernant Lorenzo DIEZ.

Cette délégation ne s'applique pas aux parchemins de diplôme et ni à tout engagement de personnel.

Article 2 : Une délégation permanente est donnée à monsieur Eric VION, directeur des études, à l'effet de signer les attestations de résultats, les attestations individuelles provisoires de diplôme d'étude en architecture valant grade de licence et de diplôme d'Etat d'architecte valant grade de master.

Article 3 : Une délégation permanente est donnée à monsieur Gilles HALIN, directeur scientifique du laboratoire de recherche CRAI et à madame Hélène VACHER, directrice scientifique du laboratoire de recherche LHAC, à l'effet de signer les bons de commande dans la limite des crédits délégués pour les laboratoires et disponibles.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gilles HALIN ou de Mme Hélène VACHER, délégation est donnée à Mme Bernadette CLAVEL aux mêmes fins.

Article 5 : En cas d'absence concomitante supérieure à 2 jours ouvrables du Directeur et de la Secrétaire Générale, délégation de signature est accordée à monsieur Martino LACONI, responsable du service financier, aux fins de signer tout engagement et mandatement des dépenses liées au budget de l'établissement, à l'exception de tout engagement supérieur à 5 000 € (cinq mille euros), et à l'exclusion de tout recrutement de personnel. Dans ce cadre, il est tenu d'en informer le Directeur immédiatement, dès son retour.

Article 6 : La présente décision abroge et remplace celle du 29 août 2011 relative à la délégation de signature du Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nancy. Elle prend effet à la date du 1er janvier 2012.

Nancy, le 16 décembre 2011

Le Directeur,
Lorenzo DIEZ

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION GENERALE

Délégation de signature du 19 avril 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,
VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Xavier HUARD, directeur adjoint, pour signer en ses nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, et en l'absence de Monsieur Xavier HUARD, délégation secondaire est donnée à Mesdames Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLIAUX et Isabelle VIDREQUIN, directrices adjointes, à Madame Annie HOEFFEL et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Monsieur Gérard PETIT, adjoint des cadres et à Monsieur Patrice VELLE, adjoint administratif.

Article 3 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par le directeur général.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 25 octobre 2011.

Elle prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 19 avril 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation :

- Xavier HUARD, Maud FERRIER, Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX, Isabelle VIDREQUIN, Annie HOEFFEL, Patrick MILLET, Gérard PETIT, Patrice VELLE.

Délégation de signature du 3 mai 2012

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy,

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,

VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines, et à Monsieur Philippe BOUC, Directeur Adjoint des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, et de Monsieur Philippe BOUC, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Madame Pascale BASTIEN-KÉRÉ
- Monsieur Philippe BOUC
- Madame Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Florent CAVELIER
- Madame de TOMMASO Françoise
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Madame Maud FERRIER
- Monsieur Xavier HUARD
- Madame Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Monsieur Olivier de PESQUIDOUX
- Madame Aurélie PRETAT
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIDREQUIN
- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROS
- Monsieur Alain VIAUX
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

c) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur Jean-Paul GASSMANN
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET
- Madame Martine DUMARET (faisant fonction)
- Madame Anne-Marie HOEFFEL

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE
- Monsieur Patrick AUBLET CUVELIER
- Madame Marie-José DONO
- Madame Annie CHERY

- Madame Patricia CHANET
- Madame Françoise RICHARD
- Madame Jocelyne DAWINT
- Madame Isabelle CASTIN
- Madame Véronique KLEIN
- Monsieur Gilles FERQUEL
- Monsieur Michel PICHON
- Madame Sophie POTTIER
- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d), et e) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lionnois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de Puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérard UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Monsieur Charles ROESCH et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Monsieur Philippe BOUC, Directeur adjoint ainsi qu'en l'absence de ces derniers à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation. A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 3 mai 2012

Le Directeur Général, Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Les bénéficiaires de la délégation (engagement des dépenses) :

- Geneviève LEFEBVRE, Diane PETTER, Philippe BOUC.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE

RESSOURCES HUMAINES

Avis de concours externe sur titres de technicien supérieur hospitalier du 13 avril 2012

Un concours externe sur titres aura lieu au Centre Hospitalier de Lunéville dans les conditions fixées par le décret n° 2011-744 du 27 juin 2011 portant statuts particuliers du corps des techniciens et des techniciens supérieurs hospitaliers en vue de pourvoir :

- 1 poste de technicien supérieur hospitalier : spécialité du domaine « communications »

I – ACTE DE CANDIDATURE

Peuvent faire acte de candidature, les titulaires d'un diplôme homologué au niveau III sanctionnant deux années de formation technico-professionnelle ou d'une qualification reconnue comme équivalente dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 susvisé.

II – DEROULEMENT DES EPREUVES

Conformément à l'article 4 du décret n° 2011-744 du 27 juin 2011, le concours externe sur titres est constitué d'une épreuve d'admissibilité sur titres et d'un entretien avec un jury.

III – PROCEDURE

Les dossiers de candidature doivent être adressés dans un délai d'un mois à compter de la date de publication :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6 Rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La composition des dossiers est la suivante :

- lettre de candidature motivée
- curriculum vitae détaillé à jour à la date d'ouverture du concours
- copies des diplômes et certificats dûment certifiés conformes

Lunéville, le 13 avril 2012

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

